



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante et onzième session
Rome, 6-7 décembre 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DANS LE SUD DES ZONES TRIBALES
SOUS ADMINISTRATION FÉDÉRALE**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des opérations antérieures du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée du projet	7
C. Composantes du projet	8
D. Coûts et financement du projet	10
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	12
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	14
J. Aspects novateurs	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	15
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU PAKISTAN)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. PROJECT IMPLEMENTATION (MISE EN OEUVRE DU PROJET)	6
V. OTHER DONOR AND NGO ACTIVITIES (ACTIVITÉS MENÉES PAR D'AUTRES BAILLEURS DE FONDS ET ONG)	11
VI. COSTS AND FINANCING (COÛTS ET FINANCEMENT)	14
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	16

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie pakistanaise (PKR)
1,00 USD	=	52 PKR
1,00 PKR	=	0,019 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

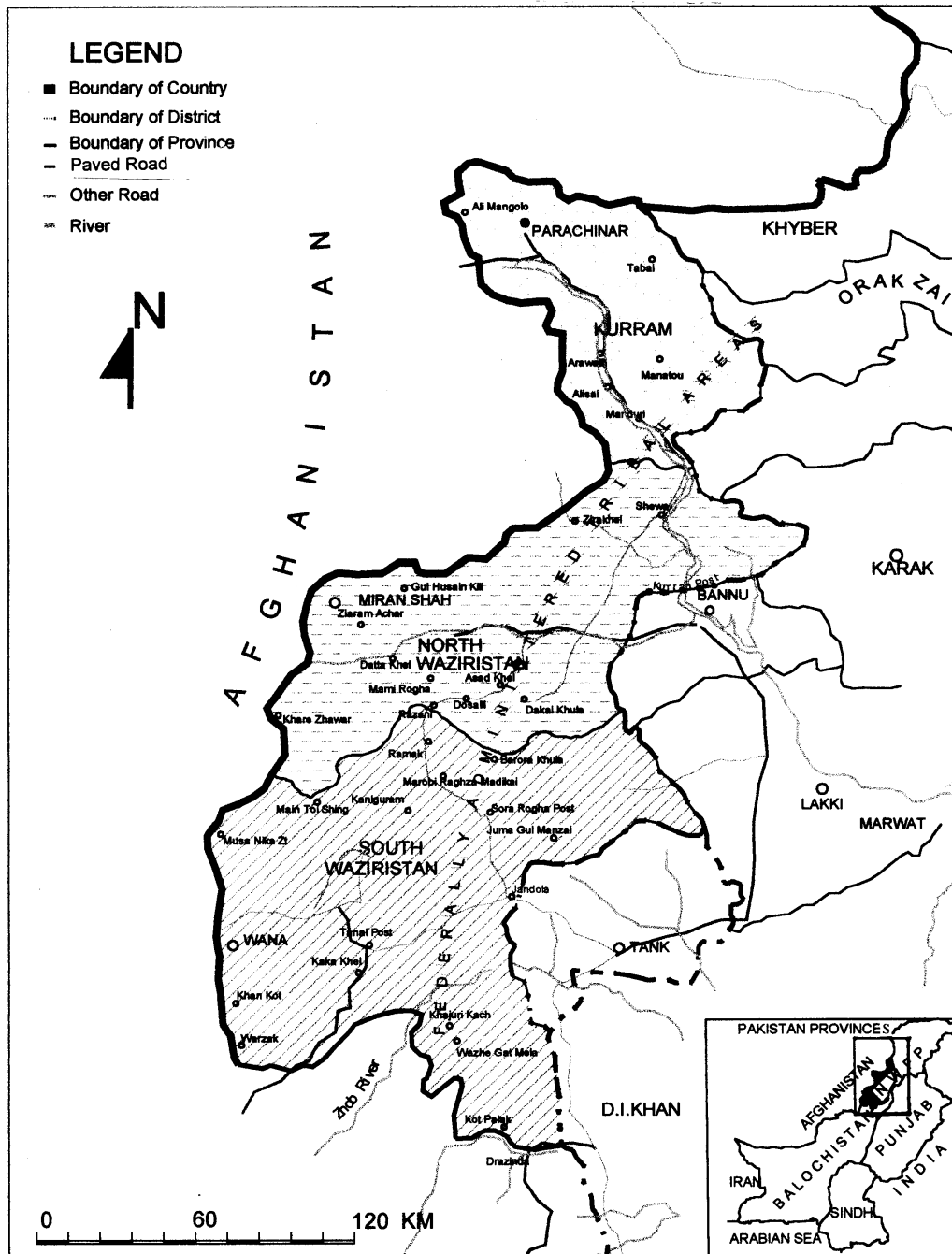
BOK	Banque de Khyber
COSOP	Exposé des stratégies d'intervention (du FIDA) par pays
FATA	Zones tribales sous administration fédérale
ONG	Organisation non gouvernementale
TRE	Taux de rentabilité économique
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Année budgétaire

1^{er} juillet - 30 juin

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position de FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DANS LE SUD DES ZONES TRIBALES SOUS ADMINISTRATION FÉDÉRALE

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République islamique du Pakistan
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Département de la planification, de l'environnement et du développement et Gouvernement de la Province de la frontière du nord-ouest
COÛT TOTAL DU PROJET:	21,86 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	13,4 millions de DTS (équivalent approximativement à 17,15 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Banque de Khyber (BOK)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	170 000 USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	1,90 million de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	2,64 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

NOTE DE PRÉSENTATION

Groupe cible et ciblage. Le projet bénéficiera à environ 1,17 million de personnes (soit 65 550 familles élargies), et sera plus particulièrement ciblé sur les femmes. Le groupe cible se compose essentiellement de petits paysans, d'ouvriers agricoles sans terre, d'exploitants en fermage, de métayers, et de ruraux exerçant des activités non agricoles. La plupart travaillent sans grands moyens et voient souvent le fruit de leurs efforts anéanti par les aléas climatiques. Les bénéficiaires ont défini sommairement leurs besoins prioritaires dans le cadre des ateliers d'évaluation rurale et le projet a été élaboré à partir des attentes qu'ils ont exprimées. En règle générale, les villages ou communautés les plus déshéritées sont des petites entités isolées caractérisées par la micro-exploitation agricole, la sur-représentation des paysans sans terre et des infrastructures physiques et sociales très peu développées.

Causes de la pauvreté. En raison de leur climat et de leur isolement, les zones tribales sous administration fédérale (FATA) n'ont bénéficié que très marginalement des activités de développement et de l'aide des donateurs. Les terres agricoles ne représentent que 2,3 à 5,2% de la superficie totale. L'agriculture, rudimentaire et peu productive, est en fait une activité de subsistance. La pauvreté qui sévit dans la région s'explique donc surtout par la rareté des terres cultivables et la fréquence des pertes ou déficits de récoltes du fait de l'irrégularité et de l'insuffisance des pluies. La prédominance de petites exploitations morcelées, la quasi-absence de services agricoles, le manque d'accès aux intrants et au crédit resserrent encore le cercle vicieux de la pauvreté. Tous ces facteurs ont accéléré l'exode des ruraux en quête de travail, ce qui a réduit d'autant la main-d'œuvre mobilisable pour accroître la productivité. Le taux d'analphabétisme est très élevé; la scolarisation des enfants (et surtout des filles) pénalise doublement les familles pauvres, car elle ponctionne leurs revenus tout en les privant d'une partie de leur force de travail.

Activités du projet en faveur du groupe cible. Le projet entend : i) accroître la production agricole et le revenu des bénéficiaires grâce à l'irrigation, à l'adoption de techniques culturales adoptées aux zones semi-arides, à l'amélioration de la santé animale et de la couverture vaccinale du cheptel, etc. (ces services seront proposés par le biais des organisations communautaires); ii) améliorer le sort des femmes en leur offrant des perspectives d'activités lucratives acceptables culturellement et en multipliant les possibilités d'emploi pour les populations rurales; iii) améliorer les conditions de vie des populations rurales et alléger la charge de travail des femmes en finançant des travaux d'alimentation en eau potable et d'infrastructure.

La composante agricole du projet touchera environ 35 600 ménages, la composante activités génératrices de revenus quelque 4 200 ménages, et la composante création de micro-entreprises environ 3 000 ménages. Par ailleurs, l'amélioration générale des services agricoles, de la recherche appliquée, de l'approvisionnement en eau ainsi que de la création de micro-entreprises et d'activités génératrices de revenus auront des retombées beaucoup plus larges au sein de la population. Les programmes d'approvisionnement en eau et d'activités lucratives profiteront plus particulièrement aux femmes.

Participation des bénéficiaires. Il a été tenu compte dans la formulation du projet du bilan extrêmement positif des projets exécutés avec l'appui du FIDA dans le pays. Une réunion d'évaluation rurale sommaire et plusieurs ateliers d'évaluation participative ont été organisés pour donner aux bénéficiaires la possibilité de faire connaître leurs besoins et leurs priorités. L'exécution du projet passera par le maillon des *jirgay* (assemblées tribales des anciens), des organisations communautaires (dont celles des femmes), qui seront chargées de sélectionner les infrastructures et les activités de développement prioritaires. On attend des bénéficiaires qu'ils participent normalement aux coûts d'investissement et prennent ensuite la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages d'irrigation, des systèmes d'alimentation en eau, etc. Dans un souci de pertinence, d'efficacité et de



durabilité, tous les services techniques et sociaux prévus au titre du projet seront paramétrés en fonction des besoins définis par celles et ceux qui en bénéficieront. Une formation appropriée sera dispensée au personnel du projet et aux bénéficiaires.

Coût et financement du projet. Le coût total du projet est estimé à 21,86 millions de USD pour une période de six ans. Le financement du FIDA sera d'environ 17,15 millions de USD, le solde étant apporté par le gouvernement, la Banque de Khyber et les bénéficiaires.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DANS LE SUD DES ZONES TRIBALES
SOUS ADMINISTRATION FÉDÉRALE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République islamique du Pakistan d'un montant de 13,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,15 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de développement dans le sud des zones tribales sous administration fédérale. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. En 1998/99 la performance économique du Pakistan a été plutôt médiocre. Le taux de croissance n'a atteint que de 3,1%, contre 4,3% en 1997/98. En 1997, le produit national brut (PNB) par habitant était estimé à 500 USD. Les sanctions économiques et la suspension des décaissements bilatéraux et multilatéraux au titre des aides hors projets humanitaires ont fortement dégradé la balance des paiements. Le déficit budgétaire global a encore augmenté, à environ 7,8% du PIB. Le montant total de la dette frôle les 3 000 milliards de roupies pakistanaises (PKR), la dette extérieure représentant à elle seule quelque 32 milliards de USD au taux de 1997/98. Le service de la dette s'élèverait à environ 300 milliards de PKR (5,6 milliards de USD) par an, soit près de 70% du montant total net des recettes fédérales.

2. Le gouvernement actuel s'est résolument engagé dans une vaste stratégie d'ajustement structurel qui s'est déjà traduite par la réforme des tarifs douaniers et de la fiscalité, par des mesures incitatives en faveur de l'agriculture et de l'industrie, la réforme du système bancaire, le resserrement du contrôle des dépenses et des emprunts du secteur public. Le prochain train de mesures concernera les compressions budgétaires, le resserrement de la politique monétaire, la gestion de la demande et l'abandon partiel de l'impôt direct au profit de la fiscalité indirecte.

3. Le Pakistan couvre un territoire d'environ 771 000 km² pour une population estimée à 128,5 millions d'habitants, augmentant au rythme de 2,6% par an (1980-1997). Il se compose de quatre provinces (Pendjab, Sind, Province de la frontière du nord-ouest et Béloutchistan), auxquelles viennent s'ajouter les zones tribales sous administration fédérale (FATA), les zones du nord, l'Azad Jammu et le Cachemire, et le Territoire de la capitale fédérale. Les cultures occupent 20,9 millions d'ha, soit 26% de la superficie du pays. Près de 76% des zones cultivées sont irriguées, les 24%

¹ Pour renseignements supplémentaires, voir l'appendice I.

restants étant des zones *barani* (régions d'agriculture pluviale) aux précipitations très irrégulières. Les forêts couvrent environ 2,3% du territoire, mais ne comptent que pour 2% environ dans la valeur ajoutée agricole.

4. L'agriculture reste le plus grand secteur de l'économie, puisqu'elle représente 25% du PIB, 60% des recettes d'exportation et 44% des emplois. C'est à la fois une source de matières premières et un important marché pour toutes les grandes industries connexes. En 1997/98, les cultures vivrières ont contribué pour 54% à la valeur ajoutée agricole, l'élevage représentant pour sa part 33%. En 1998/99, le taux de croissance du secteur agricole n'a atteint qu'un médiocre 0,35% (contre 3,8% en 1997/98), en raison surtout des baisses de la production du coton, du blé et des produits forestiers du fait des intempéries survenues au moment des semailles et de la maladie qui a frappé les cultures de coton.

B. Enseignements tirés des opérations antérieures du FIDA

5. Le projet proposé a été conçu en tenant compte des enseignements tirés d'autres projets exécutés avec l'appui du FIDA et d'autres donateurs, de l'évaluation du portefeuille de pays (CPP) et des activités des organisations non gouvernementales (ONG). Les conclusions ont été prises en compte: i) le ciblage des activités du projet est plus précis s'il s'opère sans exclusive, dans un esprit de consensus et dans le respect des coutumes locales, en commençant par identifier les villages les plus pauvres (selon des critères prédéfinis comme la taille des exploitations, les avoirs productifs et les équipements collectifs), puis en concevant pour chaque village des interventions destinées à attirer essentiellement les ménages les plus déshérités; ii) la bonne conception et la réussite d'un projet passent par la participation des bénéficiaires, seule garante du soutien et de l'engagement des organisations locales, de la prise en main du développement local par celles et ceux qui vont en bénéficier, et de l'articulation du projet avec les services institutionnels; iii) le formulaire I (PC-1) de la Commission de planification doit être établi, examiné et adopté avant le démarrage du projet pour éviter les retards et les discordances entre le PC-1 et le rapport d'évaluation prospective; iv) les ONG locales, quand elles existent, manquent généralement de moyens: les projets doivent donc temporairement se charger des opérations en attendant que les organisations communautaires (y compris de femmes) soient formées pour pouvoir prendre le relais; v) la réussite des activités de crédit repose sur la mobilisation de l'épargne dans les communautés et sur la participation des bénéficiaires au fonctionnement du crédit par le biais de comités locaux chargés du recouvrement des prêts; vi) la participation des femmes à l'identification des besoins et des priorités doit être encouragée par de vigoureuses campagnes de sensibilisation s'adressant également aux hommes, et les projets doivent recruter du personnel féminin pour mieux atteindre les associations de femmes; vii) les actions de vulgarisation participative en milieu communautaire doivent être privilégiées afin d'augmenter le taux d'adoption du projet et d'adhésion des bénéficiaires, en coopération et en coordination avec les différentes organisations, ONG et organismes présents sur le terrain.

6. Plus précisément, l'expérience du FIDA et des autres donateurs dans les FATA et les régions limitrophes a montré que: i) les carences institutionnelles, notamment dans les départements ministériels concernés, n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante; ii) les bénéficiaires n'ont pas été suffisamment consultés sur leurs priorités, leur volonté de participation, l'exécution et la poursuite des opérations, la planification et le suivi participatifs; iii) les investissements ont peu de chances de produire des réalisations durables si les bénéficiaires ne sont pas mobilisés dès les premières phases de l'intervention, car les recettes publiques ne peuvent financer l'exploitation, l'entretien et la survie des structures et des services; iv) les dispositifs de suivi participatif des projets ont été minimes et généralement inefficaces; v) le recrutement de bons mobilisateurs sociaux dès les premières phases du projet accélère considérablement la constitution des organisations communautaires - y compris de femmes - dont dépendent à leur tour le taux d'exécution du projet, les flux de crédit et la formation préparant aux activités génératrices de revenu.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan

La lutte contre la pauvreté au Pakistan

7. Le Pakistan est encore en retard par rapport à la moyenne des pays d'Asie en matière de croissance démographique, de mortalité infantile, de scolarisation et d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes. Conscient de l'importance capitale des facteurs du développement humain pour le développement global du pays, le gouvernement a lancé en 1993/94, avec l'appui des principaux donateurs multilatéraux et bilatéraux, un ambitieux programme d'action sociale qui vise à combler les retards du pays dans les domaines de l'enseignement primaire, des soins de santé primaire, de la planification familiale, de l'alimentation en eau et de l'assainissement dans les zones rurales.

8. Fort de l'expérience acquise au fil de ses projets à assise communautaire, le gouvernement s'oriente vers une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté basée sur la mise en place d'un cadre institutionnel de développement communautaire comportant des *programmes d'appui rural* dans les provinces et la création d'un *Fonds national de lutte contre la pauvreté (PPAF)*. Cette initiative témoigne d'une réelle volonté d'atténuer la pauvreté. Mais les FATA, qui jouent le rôle de zone tampon avec l'Afghanistan et ne rapportent rien à l'État, ont été indûment négligées, les investissements et les dépenses publics dans la région ont été minimes et se sont essentiellement traduits par des emplois dans l'armée pour les hommes et par quelques infrastructures de base dans les domaines de la santé, de l'éducation, etc. Le gouvernement commence toutefois à revoir sa politique car la région est devenue relativement stratégique et très perméable à l'entrée de marchandises en provenance d'Afghanistan, mais aussi et surtout parce qu'il est confronté à la montée des revendications identitaires et aux exigences de populations qui commencent à réclamer l'accès aux services sociaux de base et à l'aide publique au développement.

La stratégie du FIDA au Pakistan

9. **Activités de lutte contre la pauvreté menées par d'autres donateurs importants.** Les donateurs n'ont jamais eu de stratégie bien définie pour les FATA. Ceux qui concourent au développement des zones tribales concentrent leur action sur l'implantation de services sociaux de base en milieu rural. Un certain nombre de donateurs multilatéraux et bilatéraux financent des activités de développement dans des domaines comme l'instruction primaire, les soins de santé primaire, l'alimentation en eau des zones rurales, l'assainissement, l'irrigation, etc. (on trouvera à l'appendice V une liste détaillée de ces interventions). Ces investissements ont cependant donné des résultats très inégaux, et pour cause: les bénéficiaires n'ont été ni consultés sur leurs besoins réels, ni associés à l'exécution du projet, ni préparés à prendre le relais après l'achèvement des projets. Ainsi, on a foré des puits tubulaires sur des sites choisis sans consulter les bénéficiaires. La plupart ne fonctionnent pas faute d'approvisionnement en électricité, ou à cause de factures impayées.

10. **Stratégie du FIDA.** Au Pakistan, le FIDA a apporté son appui à 16 projets dans des régions et des domaines divers, avec la participation croissante des bénéficiaires et des ONG. Il a affiné sa stratégie à la suite de l'évaluation de portefeuille de pays de 1995, qui a dressé un bilan général de tous les projets appuyés par le FIDA et a fourni un certain nombre d'enseignements dont il a été tenu compte ensuite dans la conception et l'exécution des projets. Cette stratégie sera encore ajustée en fonction des conclusions de l'exposé des options pour le pays (COSOP), en cours d'achèvement. L'organisation des communautés fait l'objet d'une attention toute particulière, car c'est sur elle que repose tout développement en phase avec la demande.

11. La stratégie du FIDA s'articule autour des axes suivants: i) cibler encore plus précisément les interventions sur les ruraux pauvres, en particulier petits paysans, métayers, paysans sans terre et femmes; ii) faire converger les activités sur les régions rurales pauvres, en privilégiant les zones semi-arides, montagneuses et écologiquement vulnérables; iii) accentuer régulièrement l'aspect

participatif de l'action de développement en y associant les bénéficiaires, en renforçant les moyens d'action des communautés de base et des organisations locales, tout en utilisant le relais des ONG pour faire passer le message ; iv) programmer des activités qui améliorent la situation des femmes – soit directement, avec des interventions concernant l'approvisionnement en eau, la nutrition, la santé et l'éducation, soit indirectement par un travail de sensibilisation, de formation et d'explication auprès des chefs coutumiers, des membres des *jirga* et de la population masculine en général , l'objectif étant d'inciter les hommes à associer les femmes aux décisions et aux choix de priorités; v) organiser le programme d'action contre la pauvreté autour de trois grands axes, à savoir secteur agricole, le secteur non agricole et les infrastructures; vi) faciliter l'accès des ruraux pauvres (hommes et surtout femmes) au crédit, notamment pour favoriser les activités génératrices de revenus, et promouvoir la participation des institutions de crédit à la création des micro-entreprises.

Justification du projet

12. La zone retenue pour le projet est l'une des plus défavorisées du Pakistan en termes de ressources, d'infrastructures matérielles et sociales, de valorisation du capital humain, et elle est en retard par rapport au reste du pays dans presque tous les domaines socio-économiques. Les FATA forment une région extrêmement accidentée, à l'habitat dispersé, où prédominent les terres marginales vouées en général aux cultures de subsistance. L'irrigation est une nécessité compte tenu du climat chaud et sec qui prévaut dans cette région par ailleurs sujette à l'érosion et au déboisement. Comme les FATA sont en situation de déficit vivrier, les autorités doivent faire venir presque tous les produits alimentaires du Pendjab, même le blé, qui est pourtant la principale culture locale. La population masculine du sud des FATA est depuis fort longtemps un réservoir de main-d'œuvre saisonnière ou immigrée pour les employeurs de Karachi, Lahore et d'ailleurs, y compris des États du Golfe. Les activités de développement ont été peu nombreuses et les quelques aides extérieures sont allées essentiellement à l'amélioration des infrastructures rurales.

13. Le projet a pour principaux objectifs d'accroître la productivité agricole, de faire progresser les revenus des ménages, et de favoriser le développement social et économique des éléments vulnérables des populations locales. Il visera en particulier à : i) renforcer les services de vulgarisation afin d'accroître et de diversifier la production animale et végétale grâce à l'adoption de techniques mieux adaptées et d'autres méthodes de gestion des ressources; ii) inciter les communautés à se mobiliser pour l'entraide et la création de liens dans les domaines de l'assistance technique et la fourniture d'intrants avec les services publics et privés; iii) améliorer l'accès des communautés locales aux marchés, aux services sociaux et aux infrastructures rurales; iv) faciliter la prestation de services d'épargne et de crédit rural pour les activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus et les micro-entreprises; v) renforcer les capacités et le rôle des départements ministériels concernés en les encourageant à identifier les services requis par les communautés en utilisant des méthodes participatives, puis à fournir ces services.

14. Il existe dans les zones tribales une forte tradition d'entraide; c'est elle qui a présidé à la construction de presque tous les ouvrages d'irrigation, dérivations d'eau potable, pistes et routes de desserte rurales, et c'est sur elle que peuvent s'édifier les mécanismes de participation au projet. Les familles rurales élargies constituent autant de groupements naturels susceptibles d'être mobilisés, renforcés et mis à contribution pour former des noyaux d'organisations communautaires – avec lesquelles le projet pourra former des partenariats pour mieux répondre aux attentes formulées par leur intermédiaire. Il y a aussi les instances de représentation exclusivement masculine que sont les *jirgay*. Bien qu'ayant essentiellement pour vocation de régler les différends et de veiller au respect de l'ordre public, ces assemblées coutumières sont considérées comme d'excellents points d'entrée pour amorcer le dialogue et engager la participation communautaire axée sur le développement.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

Zone du projet

15. Les FATA occupent une zone montagneuse étroite de hautes terres marginales adossées à la chaîne afghane, qui borde la frontière pakistano-afghane. Les activités du projet concerneront les trois agences (districts) de Kurram, du nord Waziristan et du sud Waziristan (parties méridionale et centrale de la zone frontalière), un territoire de 14 707 km² (54% de la superficie totale des FATA), pour environ 1,2 million d'habitants (35%), soit environ 138 000 familles nucléaires (ou quelque 65 550 familles rurales élargies comptant de 9 à 27 membres). Cette population est composée à 97% de ruraux.

16. Chaque district est administré par un agent politique, assisté dans chaque sous-district d'agents politiques adjoints (normalement deux ou trois par district) et d'un *tehsildar* politique dans chacune des 17 *tehsils* (unités administratives). La société tribale qui caractérise la région se retrouve en Afghanistan dans les provinces limitrophes de Paktika Paktia et Ningrehar. Il existe 11 grandes tribus, plusieurs tribus plus petites et sous-tribus. Le système judiciaire repose sur les traditions tribales, l'administration centrale n'intervenant que sur les questions qui dépassent les compétences des autorités coutumières ou pour arbitrer des différends particulièrement complexes.

17. La zone du projet se caractérise par un relief difficile, abrupt et accidenté, avec des altitudes situées entre 500 m et 1 800 m. Les principaux cours d'eau sont le Kurram, le Gomal et le Tochi. Les torrents de montagne, très nombreux, provoquent des crues éclair. Les étés sont généralement chauds et les hivers froids. Il tombe environ 700 mm de pluie par an dans le nord, mais seulement de 500 à 600 mm au sud. Les sols en pente sont généralement sablo-argileux, parsemés de roches plus ou moins nombreuses et sont trop drainés. Les terres alluviales, faites d'argile et de sable en proportions variables, sont moyennement ou profondément drainées. Les terrains en pente sont dépourvus de couvert végétal et subissent de ce fait une érosion moyenne à forte. L'expérience a montré que, en termes de productivité, les sols réagissaient très bien à l'irrigation et à l'amélioration des pratiques culturales.

18. Les terres cultivées n'occupent au total que 69 000 ha pour les trois districts (4,5% de la superficie totale), ce qui est l'indice d'un milieu peu favorable. Les petits paysans se cantonnent dans une agriculture de subsistance caractérisée par des méthodes de culture traditionnelles sommaires et peu productives révélatrices d'une attitude prudente. Ils utilisent fréquemment des semences dégénérées - soit parce qu'ils ne peuvent se procurer des variétés améliorées, soit parce qu'ils sont trop pauvres pour en acheter. Les engrais azotés et le fumier de ferme sont peu utilisés, et les engrais phosphatés sont quasiment inconnus, de même que la phytoprotection. Environ 60% des terres cultivées sont irriguées par divers systèmes - canaux collectifs, puits tubulaires, puits creusés, pompes, etc. - l'irrigation par gravité représentant à elle seule 76% du total. La diminution des pertes en eau et les systèmes améliorés devraient permettre d'agrandir le périmètre irrigué. Par ailleurs, il y a peut-être sous les périmètres non irrigués des nappes phréatiques, cours d'eau pérennes et sources exploitables. Les exploitations sont minuscules et les superficies cultivées extrêmement variables. La plupart des agriculteurs sont des propriétaires exploitants; le métayage n'existe vraiment que dans le bas Kurram, où il concerne environ 13% des exploitations. Les pâturages, généralement en propriété collective, sont à l'écart des fermes. Le bétail fait partie intégrante du système de production et joue un rôle important dans l'exploitation des terres. Mais sa productivité est faible faute de méthodes rigoureuses (absence de données quantitatives) et en raison des maladies qui frappent les troupeaux chaque année.

19. **La situation des femmes.** Les habitantes des FATA vivent dans un environnement difficile caractérisé par l'absence de services de base, la grande pauvreté et la marginalisation. Elles ont le niveau d'instruction le plus bas du Pakistan et sont moins de 1% à savoir lire et écrire. L'absence d'écoles de filles, les réticences des parents, qui ne peuvent ou ne veulent pas payer la scolarité de leurs filles, la concurrence des devoirs familiaux (tâches ménagères et garde des enfants plus jeunes) sont autant d'entraves à l'éducation des petites filles. Les femmes rurales sont généralement en mauvaise santé, une situation due en grande partie à des naissances trop nombreuses, à l'absence ou quasi-absence de services de santé prénatals et néonataux, à un travail physique harassant et à la malnutrition. Les habitants de la région, hommes et femmes confondus, estiment dans leur grande majorité qu'une femme ne doit pas aller dans les dispensaires publics, car beaucoup de soignants sont des hommes. L'assainissement et l'hygiène laissent généralement beaucoup à désirer dans les zones tribales et plus particulièrement dans les familles mal approvisionnées en eau, où les maladies d'origine hydrique sont fréquentes. La plupart des femmes n'ont apparemment aucune notion d'hygiène personnelle, même dans les zones où elles ont accès à l'eau. Dès leur plus tendre enfance, elles consacrent beaucoup de temps et d'énergie à aller puiser dans les sources, rivières, mares pluviales, puits creusés, puits tubulaires ou canaux d'irrigation l'eau nécessaire aux membres de la famille, aux animaux et aux tâches domestiques. Les fontaines d'eau potable installées par les services techniques de la santé publique avec le financement du Programme gouvernemental d'action sociale ne desservent qu'une petite partie de la population tribale, et beaucoup seraient hors d'usage.

20. Les femmes contribuent pour une part importante à l'économie du ménage et jouent un rôle déterminant dans le bien-être de la famille. Elles travaillent beaucoup, et dans toutes sortes de domaines: travaux agricoles, élevage du bétail et de la volaille, collecte du bois de feu, transport de l'eau, ramassage et transformation de la bouse de vache, travail domestique pour des familles plus aisées, travaux rémunérés dans les vergers, activités lucratives, etc. Les hommes s'occupent principalement des travaux de nivellement, des semailles et de l'irrigation. Dans les zones où elles peuvent circuler plus librement, elles s'occupent aussi collectivement du désherbage, de la moisson, du battage et du stockage des céréales. Elles ramassent et entreposent le fumier de ferme qu'elles aideront ensuite les hommes à transporter jusqu'aux champs.

21. **Politique gouvernementale en faveur des FATA.** Après avoir longtemps indûment négligé les FATA, considérées comme des zones tampons autonomes qui ne contribuent pas aux recettes publiques et sont, par conséquent, sans poids politique, le gouvernement s'est récemment ravisé, compte tenu de la nécessité où il est de faire des investissements stratégiques dans cette zone limitrophe que les mouvements de transit en provenance ou vers l'Afghanistan a sorti de son isolement, dont les habitants commencent à réclamer des services sociaux et où l'introduction du système électoral s'est traduite par une montée en puissance de la vie politique et des revendications concomitantes. En bref, l'État fédéral a donc décidé d'accorder aux députés et sénateurs des FATA des crédits (prélevés sur le budget des services du Premier Ministre et à d'autres sources) qui serviront à financer des minichantiers de travaux publics, essentiellement dans les circonscriptions respectives des élus. La compagnie d'électricité a dû pour des raisons financières couper l'électricité partout ou presque où les factures n'avaient pas été réglées. Le gouvernement fédéral et les autorités provinciales ont décidé d'appliquer massivement le Programme d'action sociale dans la région, et c'est sur cette base que les donateurs souscrivent désormais leurs engagements financiers en faveur des soins de santé primaires, de l'instruction primaire, de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement. On notera que les FATA ne bénéficient pas d'une aide de cette envergure pour l'agriculture, l'élevage et les infrastructures productives rurales.

Groupe cible

22. La pauvreté généralisée de la population rurale des FATA est confirmée par les indicateurs socio-économiques, presque tous négatifs, tant en termes absolus que par rapport au Nouveau Territoire du nord-ouest et à l'ensemble du Pakistan. Plusieurs facteurs expliquent ce retard:

éloignement des institutions, manque d'infrastructures, pénurie de terres arables, croissance démographique élevée. Les dimensions antiéconomiques des exploitations et la faible productivité des méthodes culturales sont des facteurs aggravants. Si l'on se réfère à ces indicateurs, presque tous les ménages font partie du groupe cible du FIDA. Le groupe cible visé par les interventions au titre du projet représentera environ 97% de la population de la zone, soit quelque 1,17 million de personnes (65 550 familles élargies) - petits et moyens propriétaires fonciers, métayers et éleveurs sans terre. Les femmes qui vivent dans la zone du projet sont confrontées au double défi de la pauvreté et de la tradition, qui limite leur participation aux prises de décisions dans la sphère publique et dans la famille. Elles sont d'autant plus vulnérables qu'elles ne bénéficient pas d'un accès régulier aux soins et à l'éducation, qu'elles ne sont pas prioritaires dans les familles en matière de nutrition et qu'elles connaissent des taux de mortalité plus élevés que la moyenne, en raison notamment des risques liés aux grossesses. Faute d'accès aux marchés, elles ne peuvent pas monnayer leur production ou leur savoir-faire. En conséquence, toutes les femmes rurales feront partie du groupe cible.

23. Le projet basera ses interventions sur la participation active de la communauté. Les *jirga*, et la population masculine en général, seront exhortés à promouvoir la constitution de groupements de femmes et à associer les femmes à l'identification des besoins et priorités de la communauté et aux prises de décisions. Les activités qui améliorent directement la condition des femmes et des enfants seront prioritaires – alimentation en eau, éducation des filles et services de santé. Celles qui profitent également aux autres membres de la communauté - systèmes d'irrigation, routes d'accès, etc. – ne seront pas négligées, mais leur ordre de priorité devra être déterminé en partenariat et en concertation avec les femmes. On présume qu'une telle approche débouchera sur un autociblage, car les villages et les groupes les plus déshérités accepteront probablement la participation des femmes afin de pouvoir bénéficier de l'aide du projet.

24. **Priorités du groupe cible en matière de développement.** Dans le cadre de la préparation du projet, les missions de préformulation ou de formulation ont organisé sur le terrain des réunions communautaires et des ateliers participatifs d'évaluation rurale au cours desquels les bénéficiaires ont identifié leurs besoins prioritaires. De plus en plus conscients de leur manque d'accès aux infrastructures sociales et productives, les membres des communautés ont clairement exprimé leurs besoins prioritaires et indiqué les autres biens auxquels ils n'avaient pas assez accès: eau de boisson et d'irrigation, infrastructures communales, routes d'accès, services d'appui, crédit aux petits paysans et paysans sans terre exerçant des activités non agricoles. Ils ont par ailleurs proposé des solutions, notamment: i) captation des eaux de surface et souterraines par installation de systèmes de pompage et construction de canaux d'irrigation par gravité; ii) remise en état et extension des ouvrages d'irrigation et des conduites d'alimentation en eau; iii) construction de petites routes rurales reliant les villages aux grands axes et aux marchés; iv) dispensaires de soins et services vétérinaires; v) éducation et formation des filles. Les communautés ont massivement déclaré qu'elles étaient prêtes à participer aux activités du projet sur la base des priorités qu'elles avaient exprimées, à contribuer à l'investissement et à assumer par la suite la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des réalisations.

B. Objectifs et portée du projet

25. Les principaux objectifs du projet seront les suivants: i) amélioration des conditions de vie des ruraux pauvres (entre 35 600 et 45 800 familles élargies), en particulier des femmes; ii) augmentation de la production agricole et du revenu des populations qui vivent dans la pauvreté; iii) création et renforcement des organisations communautaires en tant qu'institutions par lesquelles les services d'assistance technique et sociale peuvent être fournis durablement au groupe cible du FIDA; iv) amélioration du sort des femmes, qui feront l'objet d'une attention toute particulière, mais respectueuse de la tradition, grâce à une action de formation et d'appui aux activités génératrices de revenus; v) amélioration de la base de ressources par régénération et extension des zones irriguées et des forêts à usage collectif; vi) désenclavement des communautés rurales, et donc ouverture de débouchés commerciaux, par l'amélioration des routes de desserte.

C. Composantes du projet

26. Toutes les composantes seront paramétrées en fonction des demandes exprimées lors des évaluations participatives annuelles et des objectifs adaptables définis à cette occasion. Par conséquent, le montant des investissements que choisiront les bénéficiaires n'est donné qu'à titre indicatif à partir des estimations sommaires des ateliers d'évaluation participative organisés dans le cadre de l'élaboration du projet.

27. **Femmes et développement communautaire.** Les objectifs de cette composante sont les suivants: i) mettre sur pied des organisations communautaires, y compris de femmes ; ii) organiser les interventions des départements ministériels concernés dans différents domaines tels que vulgarisation, formation, amélioration de l'irrigation et des routes rurales et autres travaux d'infrastructure; iii) améliorer les compétences des bénéficiaires, et des femmes en particulier, en matière d'activités lucratives, en proposant des programmes de formation, et appuyer la création d'institutions communautaires de petits prêts pour les achats d'intrants et les activités génératrices de revenus; iv) sensibiliser les notables locaux, les membres des *jirgay* et les hommes en général à la nécessité d'associer les femmes aux prises de décision; v) préparer les femmes, par une action de sensibilisation ciblée, à jouer leur rôle de partenaires dans les prises de décisions concernant le développement; vi) faire en sorte que les organisations communautaires et les organisations de femmes continuent d'exister lorsqu'elles n'auront plus l'appui direct du projet. Les campagnes de sensibilisation, les programmes de formation et l'application de méthodes d'évaluation rurale participative donneront aux villages et aux ménages concernés des capacités renforcées et des moyens d'action supplémentaires.

28. Cette composante financera en particulier les activités suivantes: i) mise sur pied de trois bureaux de développement communautaire et de six bureaux annexes dotés d'animateurs et animatrices d'action sociale, d'équipements, de mobilier et de véhicules; ii) recrutement dans les villages de mobilisateurs sociaux influents qui seront chargés de sensibiliser les hommes à la situation et aux droits des femmes et des enfants sans heurter les sentiments religieux; iii) recrutement à l'unité de coordination du projet (UCP) d'un agent de formation qui coordonnera toutes les activités dans ce domaine; iv) formation de tout le personnel de développement communautaire; v) apprentissage de la gestion pour les habitants et animateurs communautaires; vi) amélioration des compétences des bénéficiaires (et notamment des femmes) axée sur les besoins en revenus et les possibilités commerciales perçus; vii) amélioration de l'alimentation en eau potable dans certains villages non couverts par la phase II du Programme gouvernemental d'action sociale; viii) foresterie sociale, pour améliorer l'approvisionnement en bois de chauffage autour des villages et protéger les bassins versants sujets à l'érosion; ix) création d'un fonds de développement communautaire destiné aux travaux de construction, de remise en état ou d'amélioration des infrastructures demandés par les bénéficiaires - notamment magasins, dispensaires, locaux de réunion.

29. **Développement de l'agriculture et de l'élevage.** Cette composante permettra aux paysans d'augmenter leur production agricole et de disposer d'informations sur les différents types d'appui avant de choisir celui qui leur convient. Cet appui sera en effet de plusieurs ordres: i) amélioration des espèces animales (bovins et petits ruminants); ii) sélection et formation dans les villages d'agents bénévoles d'assistance agricole et zootechnique; iii) réorientation des démonstrations d'élevage et d'agriculture pour mettre l'accent sur les pratiques améliorées, y compris en matière de gestion de l'eau; iv) mise au point sur site de méthodes de lutte phytosanitaire respectueuses de l'environnement, pour protéger les cultures potagères et fruitières, et essais comparatifs des techniques culturales améliorées et des méthodes locales, renforcement des articulations logistiques, du soutien technique et des échanges d'informations entre les services de recherche agricole et les services de vulgarisation agricole des FATA; v) multiplication locale de semences de haute qualité par des agriculteurs ou groupements d'agriculteurs sélectionnés; vi) renforcement institutionnel des services de vulgarisation et de zootechnie des trois districts.

30. Le projet financera: i) l'achat des équipements de bureau, le matériel de recherche, d'analyse pédologique, de démonstration agricole et zootechnique; ii) l'achat des équipements d'insémination artificielle (pour l'amélioration du cheptel); iii) l'achat des quelque 220 boucs et béliers reproducteurs de race améliorée destinés aux démonstrations d'amélioration des petits ruminants qui seront proposées à quelques organisations communautaires et organisations de femmes; iv) la formation approfondie de tout le personnel à l'action communautaire participative et aux disciplines techniques; v) la formation et l'équipement des agents communautaires d'assistance agricole et zootechnique; vi) l'achat de véhicules de transport (automobiles et motos) pour les Départements de l'agriculture, de l'élevage et de la recherche des FATA, les bureaux des trois départements dans les districts et le personnel du projet sur le terrain.

31. **Développement de l'irrigation.** Cette composante permettra d'améliorer l'infrastructure dans les trois districts et d'apporter l'irrigation aux petits exploitants dans quelques zones choisies particulièrement arides présentant un potentiel confirmé pour l'irrigation. L'existence ou l'absence d'irrigation est un facteur décisif dans le climat essentiellement semi-aride des FADA, tant en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la subsistance des ménages que la vente des récoltes et des animaux d'élevage. Par conséquent, et compte tenu des besoins identifiés par les bénéficiaires, le projet financera le développement de nouveaux périmètres irrigués (3 000 hectares) par captage de sources et cours d'eau pérennes non exploités et pompage de la nappe souterraine, et la remise en état des périmètres existants (6 150 hectares) dont des petits périmètres alimentés par des cours d'eau et sources pérennes (1 600 hectares), des périmètres moyens alimentés par des rivières plus importantes (2 300 hectares), des périmètres à puits creusés (1 500 hectares), et périmètres à systèmes traditionnels de *karez* (galeries de captage de la nappe phréatique) (750 hectares). Le projet financera l'achat des véhicules, des instruments et des équipements de bureau des services d'irrigation de la société de développement des FATA et couvrira le surcroît de dépenses de fonctionnement occasionné par ses activités afin que les communautés bénéficient en temps utile aux services de génie.

32. **Remise en état des routes d'accès.** La démarche participative du projet suppose un ajustement des activités en fonction des besoins et des demandes des bénéficiaires; or, ces derniers n'ont pas encore fait connaître leurs choix en ce qui concerne les travaux routiers. Les coûts ont donc été estimés en supposant que 50% du kilométrage à remettre en état sera situé dans des zones montagneuses et 50% dans des vallées ou des plaines. Les travaux devraient concerner environ 170 km de routes. Le projet appuiera la réfection et l'amélioration des pistes, en particulier de raccordement, et certaines seront transformées en routes pour permettre le passage des jeeps.

33. **Services financiers ruraux.** Les communautés auront accès à deux sources de crédit: la mutuelle locale de crédit, dotée d'un capital de 360 000 USD, consentira des petits prêts à court terme pour les achats d'intrants et les activités génératrices de revenu (cette institution sera gérée par le projet. Elle sera alimentée par l'épargne locale, le projet apportant des fonds complémentaires selon un coefficient de 1 pour 2), et une ligne de crédit d'environ 1,15 million de USD pour la création de micro-entreprises agricoles et non agricoles. La Banque de Khyber (BOK), gèrera ce dispositif et le financera à hauteur d'environ 15% sur ses fonds propres

34. Le projet financera également: i) la formation au crédit pour les groupements (gestion, épargne et comptabilité); ii) le renforcement des capacités et des moyens institutionnels de la Banque de Khyber; iii) le recrutement d'un agent du crédit à l'UCP; iv) les frais de transport; v) l'équipement et le matériel de bureau; vi) les dépenses de fonctionnement.

35. **Appui à l'exécution du projet.** La composante financera la création, la dotation en personnel et le fonctionnement d'une UCP au niveau provincial et d'une unité de gestion du projet (UGP) dans chacun des trois districts. Les financements concerneront: i) le mobilier et les équipements de bureau;

ii) les véhicules; iii) un stage de formation pour le personnel des UGP, sur place ou à l'étranger; iv) les études et l'assistance technique nationale; v) les dépenses de fonctionnement, y compris salaires et indemnités, coûts récurrents des véhicules et de l'équipement et fournitures de bureau.

D. Coûts et financement du projet

36. **Coûts du projet.** Le coût total du projet, sur une période de six ans, est estimé à 21,86 millions de USD (1 137 millions de PKR) aux prix de mars 2000, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution. Les coûts en devises représentent environ 10% de ce total et les provisions pour aléas d'exécution 7% des coûts de base. Les aléas financiers ont été calculés selon les projections de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Des taux de parité constants du pouvoir d'achat en devises ont été utilisés pour évaluer les coûts du projet. Ils tiennent compte de la dépréciation probable de la roupie pakistanaise par rapport aux principales devises en raison du différentiel projeté des taux d'inflation dans le pays et à l'étranger. Les coûts sont résumés au tableau 1.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Femmes et développement communautaire	3 322,81	507,07	3 829,89	13	21
B. Développement agricole	2 188,21	541,23	2 729,44	20	15
C. Développement de l'irrigation					
1. Nouveaux périmètres	3 805,19	444,23	4 249,42	10	23
2. Périmètres existants	2 493,22	125,63	2 618,85	5	14
3. Appui aux départements ministériels	96,78	41,56	138,34	30	1
Total partiel	6 395,20	611,41	7 006,61	9	38
D. Remise en état des routes d'accès	1 601,14	81,73	1 682,88	5	9
E. Services financiers ruraux	1 786,96	39,65	1 826,61	2	10
F. Appui à l'exécution du projet	1 425,76	163,66	1 589,43	10	9
Total des coûts de base	16 720,09	1 944,76	18 664,85	10	100
Provision pour aléas d'exécution	1 311,96	84,75	1 396,71	6	7
Provision pour aléas financiers	1 698,67	98,58	1 797,25	5	10
Total des coûts du projet	19 730,72	2 128,09	21 858,81	10	117

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

37. **Financement du projet.** Le tableau 2 indique le plan de financement du projet. Le FIDA fournira 17,15 millions de USD (78,5%), la BOK 170 000 USD (0,8%), le gouvernement 1,90 million de USD (8,7%) et les bénéficiaires 2,64 millions de USD (12,1%). La contribution des bénéficiaires prendra essentiellement la forme de main-d'œuvre et de matériaux/équipement pour les ouvrages de génie civil liés à l'irrigation et autres infrastructures villageoises.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		Banque of Khyber		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors. taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Femmes et développement communautaire	3 457	80,7	-	-	421	9,8	405	9,4	4 282	19,6	539	3 419	325
B. Développement agricole	2 706	88,1	-	-	366	11,9	-	-	3 072	14,1	578	2 128	366
C. Développement de l'irrigation													
1. Nouveaux périmètres	3 878	73,4	-	-	404	7,7	1 003	19,0	5 285	24,2	503	4 378	404
2. Périmètres existants	2 355	70,7	-	-	238	7,1	740	22,2	3 333	15,2	154	2 941	238
3. Appui aux départements ministériels	128	81,7	-	-	29	18,3	-	-	156	0,7	44	83	29
Total partiel	6 361	72,5	-	-	671	7,6	1 743	19,9	8 775	40,1	701	7 403	671
D. Remise en état des routes d'accès	1 521	72,0	-	-	103	4,9	489	23,2	2 113	9,7	99	1 911	103
E. Services financiers ruraux	1 645	89,0	173	9,4	31	1,7	-	-	1 849	8,5	43	1 775	31
F. Appui à l'exécution du projet	1 465	82,9	-	-	303	17,1	-	-	1 768	8,1	169	1 490	109
Total des coûts de base	17 154	78,5	173	0,8	1 895	8,7	2 637	12,1	21 859	100,0	2 128	18 127	1 604

^a Toutes discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

38. La passation des marchés de biens et de services se fera conformément aux directives du FIDA en la matière. Les achats de véhicules seront groupés et effectués par l'UCP pour le compte de tous les organes d'exécution. Les marchés d'un montant égal ou supérieur à 200 000 USD feront l'objet d'appels d'offres internationaux, les achats compris entre 10 000 et 200 000 USD feront l'objet d'appels à la concurrence locale, ceux d'un coût inférieur à 10 000 USD se feront après consultation de fournisseurs à l'échelon national. Les ouvrages de génie civil à assise communautaire - mise en place et amélioration des périmètres d'irrigation, puits creusés, petits réseaux d'alimentation en eau, routes de desserte et autres infrastructures communautaires - seront réalisés en régie le cas échéant, ou sous-traités à des entreprises locales par l'organisation communautaire concernée. Les consultants seront recrutés selon les procédures du gouvernement, sous réserve que les critères, mandats, évaluations des qualifications soient acceptables pour le FIDA.

39. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Le prêt sera décaissé pour les dépenses encourues pendant la période d'exécution du projet. Un compte spécial sera ouvert à la Banque nationale du Pakistan (agence de Peshawar) ou dans une autre banque appropriée jugée acceptable par le FIDA, afin de faciliter l'acheminement régulier des fonds. À l'entrée en vigueur du prêt, le FIDA fera un dépôt initial de 1,5 million de USD, montant correspondant aux besoins pendant environ six mois. Ce compte sera réapprovisionné conformément aux directives du FIDA en la matière. L'ouverture du compte spécial est une condition de la prise d'effet du prêt. Un compte de projet sera ouvert sur lequel le gouvernement versera ses contributions conformément au calendrier prévu. L'UGP sera chargée d'ouvrir et de gérer un compte de projet en roupies pakistanaises pour financer les activités courantes.

40. Sur la base des plans de travail annuels approuvés et de la mise en œuvre effective, les fonds du projet provenant du compte spécial seront acheminés sur une base trimestrielle par l'UCP aux départements ministériels et aux sous-traitants. Tous les organismes d'exécution associés au projet tiendront des comptes de dépenses séparés pour les activités financées par le projet. La BOK tiendra également un compte séparé du crédit décaissé. Le comptable de l'UCP veillera à ce que tous les comptes soient tenus conformément à des pratiques de comptabilité nationales jugées acceptables par le FIDA. Il établira aussi chaque trimestre des états récapitulatifs des comptes du projet dans le cadre du système de gestion informatisée. Ces états seront soumis à intervalles réguliers au comité d'examen du projet et au FIDA. Tous les comptes seront vérifiés par le vérificateur général du gouvernement ou d'autres vérificateurs agréés par le FIDA. Les comptes vérifiés et le rapport du vérificateur, contenant une opinion distincte sur les états de dépenses, seront communiqués au FIDA au plus tard six mois après la clôture de chaque exercice.

F. Organisation et gestion

41. Le Ministère fédéral responsable du Cachemire, des régions du nord et des états et régions frontalières déléguera les compétences et pouvoirs d'exécution du projet au Département de la planification, de l'environnement et du développement de la Province du nord-ouest. Le Secrétaire en chef suppléant de cette administration sera chargé de piloter le projet et de rester en contact avec ses homologues des autres services afin de s'assurer que le projet bénéficie d'un appui suffisant. Une UCP sera créée au sein du Département de la planification, de l'environnement et du développement à Peshawar et sera dirigée par un coordonnateur de projet; elle sera chargée d'assurer la bonne exécution générale, le prompt déblocage des fonds de contrepartie, le contrôle financier, l'administration du compte spécial, la cohérence de la passation de marchés, la logistique, la coordination avec les ministères fédéraux et les départements provinciaux ainsi qu'avec les autres programmes de donateurs opérant dans la zone du projet, et l'établissement des comptes rendus.



42. La coordination du projet sera assurée comme suit: i) le comité d'examen du projet assurera la communication effective avec les départements ministériels concernés. Il se réunira au moins deux fois l'an pour examiner le bilan semestriel et approuver le programme de travail annuel. Il sera présidé par le secrétaire en chef suppléant et réunira les secrétaires des finances, de l'agriculture, des administrations locales et du développement rural, le Président/directeur exécutif (technique) de la société de développement des FATA, le chef de section (FATA), des représentants de la BOK et des ONG, et le coordonnateur du projet qui sera également secrétaire du comité; ii) le comité technique du projet examinera les plans de travail trimestriels et les rapports d'activités semestriels, étudiera et approuvera le projet de plan de travail et budget annuel, à présenter au comité d'examen. Le comité technique réunira, sous la présidence du coordonnateur du projet, les responsables ou représentants des organismes pertinents et de la société de développement des FATA, et le coordonnateur du Programme d'action sociale, en qualité de membres ainsi que le chef de section (FATA), en qualité de secrétaire; iii) un comité de coordination dans chacun des trois districts coordonnera les activités du projet avec les interventions du gouvernement et/ou des donateurs. Il réunira, sous la présidence de l'agent politique, des représentants des départements ministériels concernés et des organisations tribales du district, ainsi que le directeur du projet en qualité de secrétaire. Les attributions des différents partenaires sont énumérées à l'appendice IV.

G. Justification économique

43. **Avantages et bénéficiaires.** Les composantes irrigation et développement agricole du projet, y compris dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage, profiteront respectivement à 2 400 et 1 100 familles élargies. Parmi les activités axées essentiellement sur les femmes figurent les initiatives de création de revenus (environ 4 200 bénéficiaires attendus) ainsi que les actions destinées aux femmes assumant la production végétale et animale en l'absence des hommes de la famille. Les femmes seront aussi les principales bénéficiaires des projets d'alimentation en eau de boisson, qui devraient concerner quelque 3 000 familles élargies, et d'investissements communautaires financés par le Fonds de développement communautaire. Environ 3 000 micro-entrepreneurs devraient bénéficier de l'amélioration de l'accès au crédit institutionnel.

44. Les principaux avantages quantifiables issus du projet sont les suivants: i) augmentation de la productivité agricole grâce à l'amélioration des pratiques d'agriculture pluviale et irriguée et des services d'appui; ii) augmentation des superficies cultivées grâce à la mise en place de nouveaux périmètres et à l'amélioration des périmètres d'irrigation existants; iii) accroissement de la production animale résultant de l'amélioration des services d'appui et d'une augmentation de la production de fourrage et de l'offre de résidus agricoles destinés à l'alimentation animale; iv) augmentation de la production de lait et de viande dans le cadre des activités génératrices de revenu. À plein régime, le surcroît de production est estimé à environ 13 000 t de blé, 4 800 t de maïs, 5 600 t de pommes de terre, 3 400 t de légumes d'hiver, 18 600 t de légumes d'été et 17 600 t de fourrage. Les autres bénéfices escomptés mais non encore quantifiés concernent le résultat de la recherche agricole, la production des micro-entreprises, l'amélioration de l'approvisionnement en intrants et la commercialisation des produits grâce à l'amélioration des routes de desserte, et les activités communautaires financées par le biais du Fonds de développement communautaire.

45. Le projet vise à accroître les revenus des pauvres et des femmes dans les régions rurales. Divers modèles représentatifs de culture et d'exploitation ont été mis au point pour vérifier la viabilité financière des différentes activités du projet. Il en ressort que l'augmentation des revenus des ménages se situe entre 30% (ou 150 USD) pour le bétail et 110% (soit 330 USD) pour les cultures irriguées.



46. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique, sur une période de 20 ans, a été évalué à 24,8% pour l'ensemble du projet, sur la base d'un certain nombre d'hypothèses (voir appendice VII). Il a été supposé que tous les coûts et avantages avaient été inclus à l'exception de ceux qui avaient trait à l'amélioration des routes et à la création de micro-entreprises, étant donné que les retombées de ces investissements n'ont pas été quantifiées. Tous les coûts d'exploitation et d'entretien relatifs à l'amélioration des canaux d'irrigation ont été pris en compte dans l'estimation des bénéfices nets à attendre découlant de la production agricole. Il ressort de l'analyse de sensibilité effectuée que le projet n'est pas très sensible aux éventuelles modifications des avantages et des coûts. En fait, une augmentation de 10% des coûts ou une baisse de 10% des avantages abaisse le taux de rentabilité économique (TRE) à 22,8% et 22,6% respectivement.

H. Risques

47. Le principal risque à prévoir tient aux conditions très difficiles qui prévalent dans la zone: la rudesse du milieu naturel, le conservatisme des habitants, l'éloignement du pouvoir central, la proximité de l'Afghanistan. Ces facteurs pourraient ralentir la création et le fonctionnement des organisations communautaires, notamment des organisations de femmes, ce qui se répercuterait sur l'exécution de tous les travaux d'infrastructure rurale, le recours au crédit, le transfert aux bénéficiaires des puits tubulaires et des installations d'eau potable, la foresterie sociale des villages et les équipements collectifs. C'est la raison pour laquelle des fonds importants ont été affectés aux activités de sensibilisation et de mobilisation des communautés, qui appuieront le lancement, la formation et le fonctionnement des organisations communautaires et organisations de femmes. Le deuxième risque serait que les actions locales financées au titre du projet soient celles qui ont les faveurs de l'administration centrale et des personnalités influentes. Pour y parer, le projet s'appuiera très largement sur l'évaluation rurale participative et le suivi des activités par les bénéficiaires, ce qui limitera les ingérences politiques dans le processus d'approbation du plan de travail et budget annuels. Au niveau des villages, les activités d'investissement ne seront décidées qu'une fois que les femmes se seront constituées en organisations, ceci afin d'associer le plus largement possible la population féminine au projet. Les investissements prioritaires seront ceux qui profitent directement ou indirectement aux femmes, et il sera recruté au niveau des villages ou des hameaux des animatrices et monitrices d'action communautaire et de vulgarisation agricole et zootechnique. Il est notamment prévu de recruter et de former des animateurs locaux respectés et charismatiques qui seront chargés de sensibiliser et d'informer les hommes sur les droits des femmes et des enfants, en s'appuyant sur les textes religieux et la coutume pour promouvoir la participation des femmes.

I. Impact sur l'environnement

48. L'érosion des sols et les déperditions d'eau causées par les pressions exercées sur les terres arables, le surpâturage et le déboisement, le ruissellement et les eaux de crue constituent les principaux risques écologiques dans la zone. Le projet s'attaquera à ces problèmes par le biais de mesures de conservation des sols et de l'eau, de remise en état des réseaux d'irrigation et de gestion des parcours. Il contribuera en outre à sensibiliser les populations à ces problèmes et à démontrer la faisabilité technique et les avantages financiers des travaux de conservation et de plantation d'arbres à caractère communautaire. Bien que la nappe souterraine ne semble pas surexploitée, le volume et la qualité (notamment la salinité) de l'eau pompée seront surveillés à intervalles réguliers tout au long du projet.

J. Aspects novateurs

49. Le projet représente la première initiative de grande envergure à financement multilatéral en faveur du sud des zones tribales sous administration fédérale. Il se caractérise par les aspects novateurs suivants: i) toutes les activités reposent sur la participation des communautés et la non-ingérence politique; ii) les responsabilités seront largement déléguées au niveau des districts et des communautés villageoises; iii) la mobilisation de l'épargne locale et des fonds de contrepartie sera encouragée afin de donner aux plus pauvres et aux femmes la possibilité d'exercer des activités



lucratives; iv) le secteur privé (BOK) sera associé à la rétrocession du crédit destiné au développement de la micro-entreprise et aux organisations communautaires et organisations de femmes pour contribuer à leur viabilité après l'achèvement du projet; v) la mobilisation sociale sera assurée par des animateurs et animatrices recrutés localement; vi) l'articulation étroite avec le Programme d'action sociale élargira l'impact du projet sur les ménages ruraux en intégrant l'action en faveur des soins de santé primaires, l'enseignement primaire et l'assainissement; vii) les activités financées au titre du projet seront conçues avec souplesse dans le cadre d'une initiative impulsée par la demande et à caractère évolutif qui privilégiera d'une année sur l'autre celles qui correspondent le mieux à la volonté et aux besoins des bénéficiaires.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

50. Un accord de prêt entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

51. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

52. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

53. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (13 400 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 5 décembre 2000)

1. Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan (ci-après dénommé "le Gouvernement"), agissant par l'intermédiaire du Département de la planification, de l'environnement et du développement, met les fonds et autres ressources prévues dans les PTBA à la disposition:

- a) de chaque département ministériel, deux fois par an, après examen de l'état d'avancement du projet, conformément au PTBA, pour l'exécution du projet; et
- b) de la BOK, aux termes d'un accord de prêt subsidiaire, pour l'exécution de la composante services financiers ruraux du projet.

2. Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire du Département de la planification, de l'environnement et du développement, fait en sorte que l'UCP, les UGP et les départements ministériels ouvrent et tiennent à la Banque nationale du Pakistan des comptes courants libellés en roupies pakistanaises pour financer les activités du projet (les "comptes du projet"). Les fonctionnaires gouvernementaux compétents seront pleinement habilités à utiliser chaque compte du projet.

3. Durant la période d'exécution du projet, le Gouvernement mettra chaque année à la disposition du gouvernement de la province de la frontière du nord-ouest des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant égal à celui des fonds de contrepartie prévus dans le PTBA de l'année du projet concernée.

4. Le Gouvernement prend en outre les engagements suivants:

- a) au moins 50% de sa contribution annuelle aux dépenses du projet seront déposés au compte du projet au plus tard le 2 janvier de chaque année et le deuxième versement interviendra au plus tard le 7 août de l'année considérée;
- b) les départements ministériels donneront la priorité aux activités du projet et le projet réglera les dépenses afférentes aux activités achevées;
- c) lors de l'examen à mi-parcours, les composantes du projet seront révisées sur la base des nouvelles conditions d'exécution du projet;
- d) à la fin de la première année du projet, le Gouvernement et le FIDA procéderont à l'évaluation professionnelle du coordonnateur de projet. S'il y a lieu, ils envisageront la possibilité d'élargir le recrutement s'adressant au marché du travail et en offrant une rémunération concurrentielle;
- e) en plus de ceux qui sont procurés dans le cadre du projet, des véhicules, du matériel, et du personnel supplémentaires seront mis à la disposition du projet, selon les besoins.



ANNEXE

5. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord:

- a) l'UCP a été dûment créée selon des modalités jugées satisfaisantes par le FIDA;
- b) le coordonnateur du projet a été dûment nommé, et ses compétences sont jugées satisfaisantes par le FIDA;
- c) les comptes du projet et le compte spécial ont été dûment ouverts;
- d) le gouvernement de la province de la frontière du nord-ouest a demandé au président de la Cour des comptes de se charger de la vérification des comptes du projet.

6. Aucun décaissement ne sera effectué au titre du crédit supplémentaire tant que l'accord de prêt subsidiaire mentionné au paragraphe 1 b) ci-dessus n'aura pas été approuvé par le FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA – PAKISTAN

Land area (km² thousand) 1996 1/	771	GNP per capita (USD) 1997 2/	500
Total population (million) 1997 1/	128.5	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	2.0
Population density (people per km²) 1996 1/	163	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	11.3
Local currency	Pakistan Rupee (PKR)	Exchange rate: USD 1 =	PKR 52
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.6	GDP (USD million) 1997 1/	61 667
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	36	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	6.3
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	8	1990-97	4.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	95	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	62	% agriculture	25
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	30.6	% industry	25
Poor as % of total rural population 1/	36.9	% manufacturing	17
Total labour force (million) 1997 1/	48	% services	50
Female labour force as % of total, 1997 1/	27	Consumption, 1997 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	12
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	74	Private consumption (as % of GDP)	78
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	38	Gross domestic savings (as % of GDP)	10
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 471	Merchandise exports, 1997 1/	8 632
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	78	Merchandise imports, 1997 1/	11 182
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	-2 550
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	38	Current account balances (USD million)	
Health		before official transfers, 1997 1/	-6 888
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	3.5	after official transfers, 1997 1/	-3 675
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	0.5	Foreign direct investment, 1997 1/	713
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	26	Government Finance	
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	45	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	-7.8
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	53	Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	23.8
Agriculture and Food		Total external debt (USD million) 1997 1/	29 664
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	19	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	37
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	1 115	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	35.2
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	130.5	Nominal lending rate of banks, 1997 1/	n.a.
Land Use		Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	n.a.
Arable land as % of land area, 1996 1/	27.3		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	17		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	2.3		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	80.2		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1999

2/ World Bank, *Atlas*, 1999

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

PREVIOUS IFAD LOANS IN PAKISTAN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Small Farmers Credit Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	27 Jun 79	04 Jun 80	31 Dec 85	L - I - 18 - PA	SDR	23 750 000	100%
South Rohri Fresh Groundwater Irrigation Project	AsDB	AsDB	HC	19 Dec 79	28 Mar 80	31 Dec 90	L - I - 33 - PA	SDR	12 400 000	37.2%
Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	HC	03 Dec 80	27 Aug 81	31 Dec 90	L - I - 48 - PA	SDR	9 800 000	48.1%
On-Farm Water Management Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	28 Jul 82	31 Dec 85	L - I - 83 - PA	SDR	10 500 000	84.8%
Small Farmers' Credit Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	09 Jul 84	31 Dec 87	L - I - 138 - PA	SDR	23 200 000	100%
Gujranwala Agricultural Development Project	IFAD	AsDB	HC	12 Dec 84	21 Jun 85	31 Dec 93	L - I - 162 - PA	SDR	8 650 000	99.6%
Chitral Area Development Project	IFAD	AsDB	I	10 Sep 87	25 Nov 88	31 Dec 97	L - I - 209 - PA	SDR	8 700 000	78.1%
Punjab Smallholder Dairy Development Project	IFAD	AsDB	I	30 Nov 88	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 234 - PA	SDR	12 050 000	47.4%
Second Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 257 - PA	SDR	15 200 000	71.3%
Smallholder and Women's Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	I	02 Oct 90	19 Jun 92	30 Jun 96	L - I - 265 - PA	SDR	19 000 000	07.6%
Neelum and Jhelum Valleys Community Development Project	IFAD	UNOPS	I	04 Sep 91	05 Jun 92	31 Dec 01	L - I - 288 - PA	SDR	11 900 000	61.6%
Manshra Village Support Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	26 Mar 93	31 Dec 00	L - I - 319 - PA	SDR	10 350 000	65.3%
Pat Feeder Command Area Development Project	AsDB	AsDB	I	19 Apr 94	02 Feb 95	30 Sep 02	L - I - 353 - PK	SDR	20 250 000	46.2%
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	30 Sep 04	L - I - 425 - PK	SDR	11 350 000	14.7%
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	11 Sep 98	31 Dec 05	L - I - 453 - PK	SDR	10 750 000	11.3%
Barani Village Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 98	01 Sep 99	31 Dec 05	L - I - 492 - PK	SDR	11 150 000	11.7%



LOGICAL FRAMEWORK

Project Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
1. STRATEGIC GOAL			
Household food security and incomes of the rural population in the target area increased.	Food security in the target area improved, as food insecurity reduced from 3 to 1 month per year; the annual average household income for the targeted 65 550 households increased on average by at least 50% by end of project.	Baseline data for food security and income level recorded during PRA. Periodic household/impact surveys and project completion surveys.	Government commitment to regional development planning and decentralization continued.
2. PROJECT OBJECTIVES			
35 600 to 45 800 extended poor households able to sustain an increased level of agricultural production, productivity and income.	<ul style="list-style-type: none"> • 24 100 households with an average holding of 0.4 ha (irrigated land) increase their yields from zero to 2.3 t/ha for wheat; 1.8 t/ha of maize and 7 t/ha of vegetables (tomato); increase production of summer maize from zero to 1.7 t/ha; • 11 500 households with improved animal husbandry/cross-breeding increase their income from livestock by at least 25%; • 4 200 women take part in income-generating activities; • 3 000 extended families benefit from drinking-water supply schemes and community-based investments; • 3 000 microentrepreneurs access formal credit. 	Baseline data from PRA sessions; annual M&E data; beneficiary workshops.	<p>Qualified and capable agricultural staff (crop and livestock extension service) available.</p> <p>Stability of non-project income factors, at least in the short term.</p>
3. COMPONENTS/OUTPUTS			
3.1 Beneficiaries trained to manage their productive resources. Women's and community groups established to facilitate skills training with priority to women, PRA sessions, identification and selection of priority community schemes.	240 WOs and 750 COs established; group leaders trained in group dynamics, 750 activists trained, capacity-building training for 240 groups, 50 women teachers trained, 750 persons trained in financial issues; 100 persons trained in marketing and business skills; 100 people received enterprise training; and 120 persons received skills training (skills to be determined). 306 persons participated in responsive monitoring workshops. 20 existing domestic water-supply schemes repaired. 10 new gravity schemes, 5 new tubewell schemes and 50 new dugwell schemes constructed. Nurseries established (no/ha to be determined); range management surveys conducted; community facilities constructed (no/specification to be determined in PRA).	<p>Training records kept with the social organizers at subdivisional level and at project management level.</p> <p>Records on domestic water-supply schemes implemented together with listing of beneficiary contribution kept with social organizers/project management.</p> <p>Records on establishment of nurseries and range management surveys, and construction of community facilities, together with listing of beneficiary contribution, kept with social organizers/ project management.</p>	<p>Qualified and enthusiastic social organizers available.</p> <p>Beneficiaries respond positively to project interventions and recommendations.</p> <p>Constraints to women's participation removed.</p>
3.2 Agricultural research strengthened and focus changed from fruit crops to vegetable crops and findings and recommendations transferred to extension staff.	Research material, training and extension material from trials and demonstrations developed and submitted to agricultural extension staff.	Feedback reports from agricultural extension staff and beneficiaries' responsive monitoring workshops.	Qualified government staff available.
Project Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of	Assumptions/Risks



		Verification	
1. STRATEGIC GOAL			
Household food security and incomes of the rural population in the target area increased.	Food security in the target area improved, as food insecurity reduced from 3 to 1 month per year; the annual average household income for the targeted 35 625 households increased on average by at least 50% by end of project.	Baseline data for food security and income level recorded during PRA. Periodic household/impact surveys and project completion surveys.	Government commitment to regional development planning and decentralization continued.
2. PROJECT OBJECTIVES			
30 000 poor extended households, each including about 2 nucleus families in the project area, able to sustain an increased level of agricultural production, productivity and income.	24 125 households with an average holding of 0.4 ha (irrigated land) increase their yields from zero to 2.3 t/ha for wheat; 1.8 t/ha of maize and 7 t/ha of vegetables (tomato); 3 300 households increase production of summer maize from zero to 1.7 t/ha; 17 812 households with improved animal husbandry/cross-breeding increase their income from livestock by at least 25%; and a minimum of 11 700 farmers with increased staple food production (wheat) on existing land by 0.7 t/ha.	Baseline data from PRA sessions; annual M&E data; beneficiary workshops.	Qualified and capable agricultural staff (crop and livestock extension service) available. Stability of non-project income factors, at least in the short term.
3. COMPONENTS/OUTPUTS			
3.1 Beneficiaries trained to manage their productive resources. Women's and community groups established to facilitate skills training with priority to women, PRA sessions, identification and selection of priority community schemes.	240 WOs and 750 COs established; group leaders trained in group dynamics, 750 activists trained, capacity-building training for 240 groups, 50 women teachers trained, 750 persons trained in financial issues; 100 persons trained in marketing and business skills; 100 people received enterprise training; and 120 persons received skills training (skills to be determined). 306 persons participated in responsive monitoring workshops. 20 existing domestic water-supply schemes repaired. 10 new gravity schemes, 5 new tubewell schemes and 50 new dugwell schemes constructed. Nurseries established (no/ha to be determined); range management surveys conducted; community facilities constructed (no/specification to be determined in PRA).	Training records kept with the social organizers at subdivisional level and at project management level. Records on domestic water-supply schemes implemented together with listing of beneficiary contribution kept with social organizers/project management. Records on establishment of nurseries and range management surveys, and construction of community facilities, together with listing of beneficiary contribution, kept with social organizers/ project management.	Qualified and enthusiastic social organizers available. Beneficiaries respond positively to project interventions and recommendations. Constraints to women's participation removed.
3.2 Agricultural research strengthened and focus changed from fruit crops to vegetable crops and findings and recommendations transferred to extension staff.	Research material, training and extension material from trials and demonstrations developed and submitted to agricultural extension staff.	Feedback reports from agricultural extension staff and beneficiaries' responsive monitoring workshops.	Qualified government staff available.



Project Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
3.3 Capacity of agricultural extension service strengthened and improved to ensure increased farm cash income from fruit and vegetables in order to enable more investments in production of staple food for home consumption.	<u>Fruit trees</u> : Improved pruning, pest and disease control, expanded area, increased number of private nurseries. <u>Vegetables</u> : Expanded cropping area, increased production outside main lowland harvest season. <u>Cereals</u> : New varieties in rainfed areas introduced; increased output (wheat) 0.34 t/ha; improved fodder production from maize with same level of grain t/ha. <u>Pulses</u> : Recommendations for use of line planting and early weeding accepted; expansion of area planted to groundnuts. <u>Fodder</u> : Introduction of perennial forage; improved digestibility and utilization of crop by-products; maize managed to increase forage production, increased Berseem by 3 t/ha.	Records kept with project management. Work plans and progress reports. Back-to-office reports from agricultural extension staff on beneficiaries' adoption of new technology. Feedback from beneficiaries' responsive monitoring workshops. Records kept with agricultural extension staff.	Qualified government staff available. Farm village workers available.
3.4 Capacity of livestock extension services strengthened and improved to ensure increased productivity of indigenous and cross-bred animals.	Increased artificial and natural mating and increased milk production; improved animal feeding and care; increased farm poultry and small-stock fattening; improved use of available animal feed; increased weight gains.	Records kept with livestock development staff. Feedback from beneficiaries' responsive monitoring workshops.	Qualified government staff available. Village livestock workers available.
3.5 Increased availability of irrigation facilities and reduced water losses.	<u>Plain Development</u> : 1 200 ha developed; <u>Unexploited Springs and Streams</u> : 2 000 ha developed; <u>Lift Schemes</u> : 1 000 developed, <u>Small-Scale Schemes</u> rehabilitated 1 600 ha under irrigation; <u>Medium Schemes</u> rehabilitated serving 1 600 ha; 1 500 ha <u>dugwell schemes</u> and 3 <u>Karez schemes</u> rehabilitated serving 750 ha.	Project management monitoring reports. Physical progress reports by contractors.	Suitable and qualified contractors available. Beneficiary farmers able to mobilize funds for on-farm development.
3.6 Rural access improved through rehabilitation/ upgrading of priority road stretches.	170 km of tracks converted to jeepable road.	Project management monitoring reports. Physical progress reports by contractors.	
3.7 Rural financial services, savings and credit facilities available for rural poor households in the target area.	Credit channelling through community credit pool and BOK. Disbursement of a total of 11 800 loans, annual disbursement in year 6 is PKR 47 million. Repayment 95%. Savings deposits amount to at least 10% of loan disbursement.	Records kept with Bank of Khyber.	Bank of Khyber allowed to establish branches in the project area at a later stage. In the meantime BOK works through its branches in Bannu, Tank and Hangu. It can also operate by opening an account in the nationalized commercial bank in the project area.
3.8 Increased implementation capacity at subdivisional, agency and coordinating level.	Coordination office established and staffed by contract staff; project management units (3) established and staffed by contract staff; social organization units (agency and subdivisional level) established and staffed.	Progress reports	Qualified staff available.
4. ACTIVITIES			
Women and community development 1. Train community leaders and extension and livestock workers 2. Establish community development fund for infrastructure development 3. Conduct skills training 4. Improve socio-economic infrastructure 5. Improve drinking-water supplies 6. Carry out civil works (rural roads, culverts and small bridges) 7. Promote social forestry 8. Conduct range management surveys	Effective implementation of project activities: Implementation as per workplans. Disbursement as per budgets. Total cost estimate USD 4.28 million	Review mission/ ex-post evaluation Special subject monitoring reports	PRA successfully carried out and villagers priorities accepted. Village Development Fund well managed and readily available. Responsiveness of village-level organizations.



Project Description	Performance Indicators	Monitoring/Means of Verification	Assumptions/Risks
Agricultural research 1. Improved crop technology dissemination 2. Farmer-led seed development 3. Promotion of fodder crops 4. Fruit and vegetable development 5. Participatory research	224 days of training implemented and 819 days of refresher training. Funds for operating expenses provided, including provision for preparation of pamphlets. Total cost estimate USD 0.73 million	Training records kept with project management.	
Agricultural crop production 1. Improved crop technology dissemination 2. Enhance extension staff activities 3. Provision of kits of small farm tools and knapsack sprayer 4. On-farm crop technology demonstrations 5. Inception and refresher skills training of - DOA staff - Community extension workers	420 days of agricultural officer training and 1 050 days of refresher training; 756 days of field adviser training and 945 days of refresher training; 800 days of community extension workers training and 2 300 days of refresher training. 1 138 demonstrations on annual crops, 565 demonstrations on perennial crops, and 14 demonstrations on plain development carried out. Total cost estimate USD 1.16 million	Training and demonstration records kept with project management.	
Livestock production 1. Breed improvement 2. Improved livestock management 3. Support to pastoralists 4. Strengthening of livestock services	420 days of veterinary officer training and 1 050 days of refresher training; 756 days of veterinary assistants training and 945 days of refresher training; 800 days of community livestock workers training and 2 300 days of refresher training. 1 280 demonstrations. Distribution of 200 breeding small ruminants to COs/WOs; AI expanded. Total cost estimate USD 1.19 million	Training, demonstration and breeding records kept with project management.	
Irrigation development 1. Prefeasibility assessments 2. Development plans and feasibility assessments 3. Detailed designs 4. Construction of main systems 5. Construction of on-farm distribution systems 6. Provision of advisory services 7. Provision of quality control	As per approved workplans and contracts with contractors. Total cost estimate USD 8.78 million	Project progress reports	
Rural access 1. Road identification through COs/WOs 2. Road rehabilitation/upgrading 3. Quality control	As per approved workplans and contracts with contractors. Total cost estimate USD 2.11 million	Project progress reports	
Rural financial services 1. Provision for establishment of community credit pools at CO/WO level 2. Establishment of microenterprise loans by BOK 3. Provision of rural finance for income-generating activities and enterprise development	As per financial requests and budgets from the project and Bank of Khyber. Total cost estimate USD 1.85 million	Special register for loans. Loan monitoring reports from Bank of Khyber to project management.	
Project implementation support 1. Project units 2. Component-specific implementing agencies 3. Project management support (PMU) 4. Provision of contractual incremental staff for each project agency management 5. Transportation 6. Office equipment 7. Incremental operational expenses	As per approved workplans and budgets. Total cost estimate USD 1.77 million	Monitoring reports Project progress reports Project monitoring report Ex-post evaluation Project cost and management accounts Workplans and budgets	Qualified senior staff can be attracted and retained. Responsiveness of institutions to be strengthened. Effective ad hoc specialist teams, contractor and consultant engagement.



PROJECT IMPLEMENTATION

Community Development

1. The project's approach is based on the participation of the beneficiaries as members of community (COs) and women's organizations (WOs) in the identification, planning and implementation of project activities. All rural communities will be eligible for project support. However, priority will be given to the poorer villages selected on the basis of a number of pre-identified indicators including: (i) existing infrastructure (road access, water supply, electrification, health facilities, education facilities, existing irrigation schemes) to be identified on the basis of existing secondary data and field visits; and (ii) socio-economic indicators (family size, house ownership, farm size and farm tenancy, and source of income) to be based on a sample survey in settlements where the infrastructure indicators warrant further investigation.
2. Community development under the project will incorporate the following key features: (i) before initiating community and women's development activities, 15 to 20 social mobilizers will be recruited from among the outspoken and conservative community members after their participation in a two-day training workshop; (ii) mobilization of rural poor communities for organizing groups; (iii) incorporation into the project of any existing active group (if any); (iv) developing local leadership of the target group through training; (v) operating a savings/credit scheme (community credit pool (CCP) at the CO/WO level; (vi) local resource assessment, prioritization of development needs through participatory appraisal and formulation of a community development plan (CDP) for implementation by each CO/WO; (vii) identification and training of community activists; (viii) preparation and implementation of schemes for physical infrastructure and social services with support from the respective line department; and (ix) facilitation of establishing cluster COs/WOs to organize interventions covering more than one CO/WO; and (x) organize apex bodies of COs/WOs to be linked up with credit institutions such as the PPAF, once the organizations are matured.
3. The results of the preparation of infrastructure schemes in terms of costs, feasibility and size of community contributions will be reviewed and implementation plans with time frames drawn up. For all infrastructure-related works a specific scheme agreement (terms of partnership) will be drafted spelling out modalities of implementation, beneficiaries' contribution, O&M etc.. Funding has been provided in anticipation of a significant demand for assistance with the development of new and existing irrigation schemes such as dugwells, lift-pump schemes and small and medium gravity schemes and small rural roads. For other projects, funding will be available from the Community Development Fund. COs/WOs will undertake infrastructure investment works using locally available material and labour and, if appropriate, local contractors. The respective line department will provide assistance in procuring tools and materials where needed. COs/WOs will undertake all procurement using funds provided by the project. The CO/WO will receive 20% of the estimated cost as a down payment upon signing the partnership agreement, with subsequent payments depending upon the progress of work as assessed by the relevant line department. Final payment will be made three months after completion of construction and upon the receipt of a completion certificate from the line department. COs/WOs will keep a complete record of expenditure on the investment in accordance with the formats used by the line department. The design, costing and construction of individual schemes will be reviewed by the project engineer to ensure that the schemes are technically and financially feasible.

Line Agency Operations

4. The relevant line agencies (e.g., DOAE, DLDD) will provide technical assistance and other services to COs/WOs as described in the project documents. In addition, FATA DC, LGRDD and PHED will design and supervise the implementation of irrigation, feeder roads and drinking-water supply schemes



APPENDIX IV

respectively. The participation of line agencies will be coordinated by the PMU at the agency level and specified/ agreed in the quarterly and monthly work plans to be prepared by the PMUs in close cooperation with the line departments. The monthly work plan will specify the detailed day to day involvement of the various agencies at the CO/WO level and will be prepared jointly by CDU/SOU and agency/subdivision staff. Funds for the line departments will be released quarterly on the basis of the agreed quarterly work plans and progress made. Activities undertaken will be scrutinized by the PMUs prior to the release of further funds.

1. **Infrastructure development.** FATA DC in close cooperation with COs/WOs and CDUs/SOUs will be responsible for the implementation of irrigation-related investments including planning, design and supervision. The schemes to be developed will be identified by COs/WOs in the course of the establishment of the CDP. FATA DC will make a preliminary appraisal on the basis of preset selection criteria to assess whether the site warrants further investigations before a more detailed survey is carried out to determine the technical and economic feasibility of the proposal. Before submitting the proposal to the project for financing, the CO/WO will approve the project and agree to provide 25% of the costs including labour and undertake O&M of the scheme once the works are completed. Once approved, a memorandum of understanding is signed between the project and the concerned community. FATA DC will then issue a work order in favour of the respective CO/WO and 20% of the total costs will be released to the CO along with the design and work schedule. The construction work will then be executed by the community and supervised by FATA DC field teams. After completion the scheme will be handed over to the CO/WUA for operation and maintenance. FATA DC will provide the necessary training to users in the proper running of the schemes.

2. Social infrastructure works such as link roads and water supply, etc., will be implemented by COs/WOs with technical assistance by the respective line department. Implementation procedures, maintenance, financing and cost-sharing arrangements will be the same as described above for irrigation schemes.

3. **Crop development.** DOAE will be responsible for implementation of the crop sub-components, including extension; training of staff and farmers; arranging crop demonstrations, workshops, and seed multiplication through contract growers. For these activities, at the start of each season DOAE will prepare, in consultation with COs/WOs, a schedule of the visits of FAs to COs/WOs and a list of activities to be undertaken. FAs and CEWs will maintain a register in which the discussions with COs/WOs will be minuted and follow-up activities recorded for inspection by AOs and FAs. DOAE, in consultation with the project training officer and the Agricultural Training Institute, Peshawar, will prepare the curricula and training calendar and supervise the training courses for its own staff and the men and women CEWs nominated by COs/WOs. DOAE will be responsible for the project's seed-multiplication programme. The department, with support from the Agricultural Research Station, Tarnab (Peshawar), will identify suitable varieties of major crops and will conduct training for contract growers, selected on the basis of criteria involving land-holding size, accessibility to land, etc. DOAE will arrange procurement of basic seed from the relevant sources, provide seed to contract growers after the signing of an agreement and assure technical back-up. Contract growers will sell the multiplied seed to fellow CO members on a rate consistent with market prices of the seed.

4. **Livestock development.** The overall implementation of the livestock sub-component will be carried out by COs and WOs with support provided by the staff of DLDD, which will work with the COs/WOs as described above for crop development activities. DLDD will provide adequate animal health cover to the farmers, disseminate appropriate and applicable husbandry techniques and provide training to men and women CLWs to forge sustainable linkages between the line department and the client groups. CLWs will be nominated by COs/WOs.

5. **Adaptive research.** The PMU will contract adaptive research to the Agricultural Research Station, which has research staff and sites in all project agencies. Research work will be based on a diagnostic



APPENDIX IV

survey to assess the project area's need for technologies and promising innovations available in the country. Introduction and other trials will be carried out by the stations in full cooperation with COs/WOs and will be supported by the soils laboratory in Parachinar, which will also analyse samples from interested farmers on a cost-recovery basis. The range management survey proposed under the community development component will be carried out in close cooperation with the ICARDA team, which is involved in a similar study under the IFAD-supported Barani Village Development Project.

Credit Delivery

6. Credit delivery under the project will be through two different channels: (i) community credit pools (CCPs) at the CO/WO level, based on community members savings supplemented with matching funds from the project; and (ii) a special-purpose credit line provided to the Bank of Khyber (BOK) for lending to agricultural and non-agricultural microenterprises in the project area. The CCPs will be managed by the respective communities under the supervision of a credit officer/social organizer and will finance small, short-term input and other loans up to PKR 10 000 for income-generating activities, particularly for women.

7. **Community credit pool.** COs/WOs will themselves be responsible for the operation of CCPs. However, SOU staff will be responsible for imparting the necessary training and providing technical guidance. Main indicators to pre-qualify and determine the maturity of a CO/WO for credit funds will include: (i) the age of a CO/WO should not be less than six months; (ii) savings by a CO/WO should be consistent since its formation and should fulfil the required proportion of credit funds; (iii) regularity in meetings and members' attendance should not be less than 75%; (iv) COs/WOs should preferably have exercised internal lending to experience the credit practice; (v) once a CO/WO pre-qualifies for the credit fund, the terms of partnership should be signed by the project and the CO/WO, agreeing that the funds will be used for productive purposes; otherwise the project should retain the right to withdraw the amount.

8. The selection of a loanee is at the discretion of a CO/WO. Selection criteria should include: (i) a loanee must be a member of the CO/WO; (ii) he/she should possess relevant experience and be willing to obtain training to improve and upgrade technical and managerial skills; (iii) one member per household should be eligible for credit; (iv) the member's attendance at group meetings and savings record should be satisfactory to the CO/WO; (v) the loanee should not be a defaulter of any credit institution/bank; (vi) a loanee must have at least 20% of the amount of credit as savings with the CO/WO. The maximum amount of credit should be PKR 10 000 and the period should vary from six months to a maximum of two years. The service charge should be the same as applied by BOK.

9. **The credit line,** being a part of the total project loan, will be onlent to BOK through a subsidiary loan agreement. The microenterprise development programme will be funded jointly, with 85% of the funds from the loan proceeds and 15% from BOK's own resources. Loans will be provided on a commercial basis with a spread sufficient to enable BOK to implement the microenterprise credit component without the risk of decapitalization of the bank. Assurance in this respect will be obtained during negotiation. The Government will cover the foreign exchange risk and lend to BOK at 7%. BOK will on-lend the funds to the target group with a mark up sufficient to cover the cost of funds, operating costs, losses, reserves and a reasonable return on asset, at present estimated at about 16%. The lending will focus on microenterprises, including manufacturing, production and service and trading sectors. The maximum loan to an individual borrower will be USD 4 000. The responsibility for appraisal, monitoring and recovery will rest with BOK; however, the project CDUs will assist BOK in improving its identification, appraisal, implementation and monitoring capabilities for such loans through staff training and technical support, and will support entrepreneurs through identification of suitable investment opportunities, business and technical training and demonstrations of appropriate technologies. BOK will maintain a revolving fund account. The repayment of credit extended through this facility, including the principal and mark-up, will be deposited in the revolving fund account to be used to make further loans to the target group.



APPENDIX IV

Training

14. Initial and in-service training of staff selected to work within the project will be carried out at SRSC's Human Resource Development Institute (or any other selected) for participatory development training and at ATI, AHITI, the Pakistan Academy for Rural Development, the Secretariat Training Institute, Peshawar, or the OFWMTC at DI Khan for technical matters. Principals of those establishments will be requested to assist in the development of suitable courses, with particular attention to the following: (i) reorientation towards participatory development; (ii) design and implementation of effective demonstration programmes; (iii) technical aspects of improved on-farm water management, crop production, fodder production, processing and utilization; (iv) effective organization of work programmes, including implementation and reporting. Officers in each agency will be responsible for organizing training courses for CEWs/CLWs.

Project Organization Structure

Levels
Provincial
GONWEP

Agency

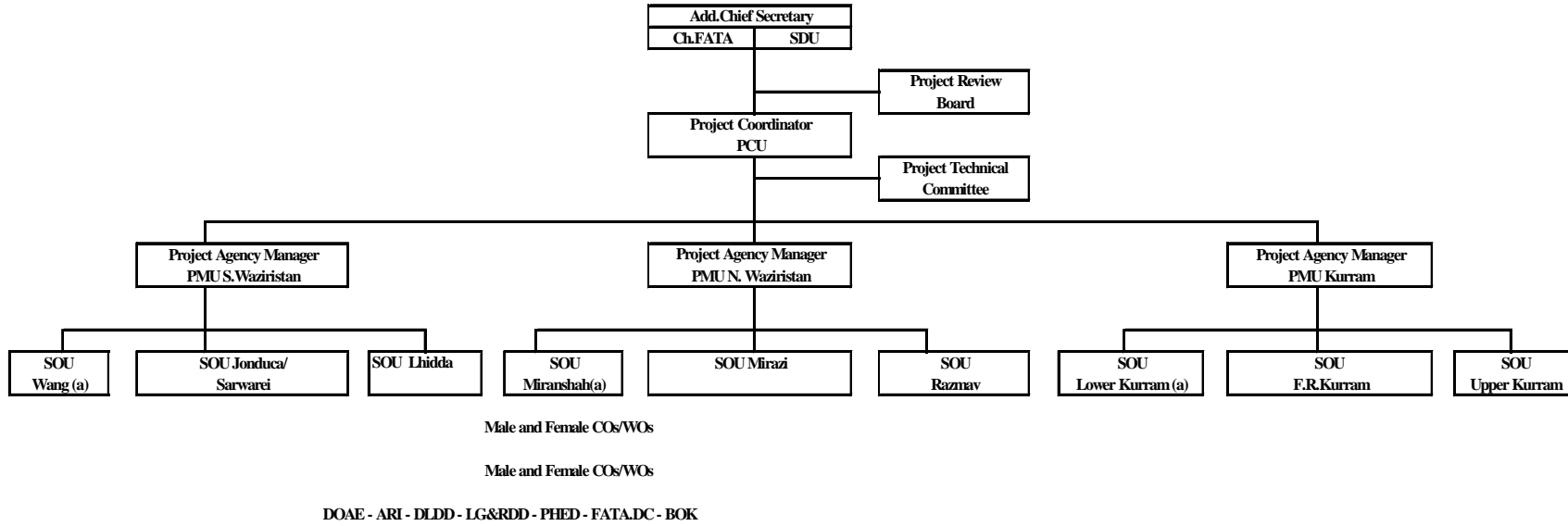
Sub-division

Village/Hamlet

Kot/Household

Support Services

(a) SOU is integrated in PMU



OTHER DONOR AND NGO ACTIVITIES

Donor Strategy in FATA

1. There has been no explicit donor policy statement for FATA, but the implicit outlines of donor approaches can be recognized. In the past, the only broad-based development effort for FATA was the USAID Tribal Areas Project in the late 1970s. The first donor approach comprises extensions of area development or other projects to include neighbouring parts of FATA and other areas. The proposed AsDB Barani II project will include Oraksai Agency of FATA as well as Kohistan District. The demonstration, pilot and training activities of the proposed World Bank On-Farm Water Management (OFWM) Project IV will cover some locations in FATA, most likely those in the northerly FATA agencies funded minimally in the third phase of the OFWM. Both of these proposals are now in preparation. Secondly, donors have launched broad-based area development projects to promote poppy diversification in the northerly locations of FATA, which have some agricultural potential and which border the Khyber Pass, a transit zone of importance for the drug trade to and through Afghanistan. These comprise the United States-funded narcotics projects in the Bajour and Mohmand Agencies and the Dir District Development Project - Phase II funded by the UN Drug Control Programme. Both of these ostensibly support the Government's phased programme of poppy eradication and enforcement. Thirdly, the multi-donor support for the Social Action Programme reflects the realization that lack of access to basic needs is a major determinant of rural poverty and that budgetary support to government agencies can be justified given adequate supervision and monitoring. Lastly, donors have funded a range of heterogeneous location-specific actions in rural FATA zones that reflect donor availabilities and inclinations more than real or emergent needs. These include the OECF Water Management Project and the KfW-financed tubewells. Lately, donors have begun to appreciate the importance of strategic institutional strengthening to resolve one of the major constraints of development. Examples are the ongoing IFC and German GEB support to the Bank of Chiba and the proposed British support to LGRDD to expedite the Social Action Programme - Phase II. Finally, a WFP programme with CIDA has been cancelled due to the difficult implementation environment. Below are some details of a few representative projects, their objectives and the constraints they have faced.

Social Action Programme

2. The countrywide multi-donor Social Action Programme (SAP) Project began in 1993/94 to improve a wide range of basic needs, including education, basic health, family planning, rural water supply and sanitation. The SAP is focused on rural areas, where the majority of the poor live. Particular attention is given to gender concerns in order to provide women, girls, and children with better access to basic services. The ongoing SAP is supported by the World Bank, Asian Development Bank, The Netherlands, Japan, the European Commission and previously by the United Kingdom. The major vehicle has been increased budgetary allocations to line departments together with institutional arrangements to ensure timely release of funds and monitoring. Effectively, public spending on SAP sectors has been raised to about 2.2% of GDP in 1995/6. The increased national expenditures on basic social services in SAP-I was estimated in February 1999 to be a cumulative USD 4.0 billion. Although impressive, this has not yet been translated into higher primary-school enrolments and lower infant mortality rates. In SAP-I, financial outlays on the Federal Areas, which includes FATA, accounted for about 10% of total national outlays. The first phase of SAP terminated in 1996 and the second phase, SAP-II, runs from 1997/8 to 2001/02.

3. In FATA, the major contributions of SAP-II are in primary education, basic health care, rural water supplies and sanitation, as well as some support for monitoring and for community participation in communal schools, particularly girls' schools. Separate directorates for FATA have been established in the Education, Health and LG&RD Departments as well as a FATA cell in the Public

APPENDIX V

Health Engineering Dept. A SAP Coordination cell has been established in P&ED to monitor and evaluate progress and to ensure coordination with Federal and Provincial Governments. The total allocations planned for FATA in SAP-II are some PKR 1928 million, equivalent to some USD 35.7 million at current exchange rates. At the NWFP level, coordination of District activities is served by a SAP Coordination Committee, while at the Agency level coordination is effected through the respective Political Agent.

4. **The KfW-funded FATA Tubewell Development Project (1991-1999)**, fully funded by a grant of DM 20 million provided by the German Government through its Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), supported agricultural development of plains and set out to achieve this through construction of tubewell irrigation schemes. All works were carried out by FATA DC. In the first period (1993-95), the project's activities focused on three areas, two of which lie in the envisaged IFAD project area. In these areas 77 schemes were completed. Remaining funds were used to include a fourth area in Kurram – the Parachinar and Bilyamin plains. Some 55 schemes were to be completed. However by September 99, some 41 schemes had been completed and 30 were handed over to beneficiaries.

5. The project's results were disappointing in that a large part (60%) of the installed capacity remained unutilized due to a number of reasons: inadequate electrical supply (persistent low voltages, voltage fluctuations/power supply failure); disputes between authorities and beneficiaries over payment for electricity; an inappropriate site-selection procedure, including inadequate consultation with local communities; and tribal disputes.

6. FATA DC and Halcrow Rural Development made a proposal to address the situation through a new project, the FATA Tubewell Agriculture and Water User Organization Development Programme. Dated October 1996, it was based on a survey of 20 KfW tubewells. The activities were to be scheduled over a period of four years and would have supported the development of community organizations (tubewell user associations) and provided on-the-job and informal training. At each of the four sites, a model tubewell was to be developed. Project costs were estimated at about USD 3.8 million, covering all properly functioning tubewells (132 at the time). The project was never implemented.

7. **The OECF-assisted On-Farm Water Management Project (1992-December 1999)** aimed at enhancing agricultural production through optimized use of available irrigation water and prevention of waterlogging and salinity. The project costs of PKR 4 000 million were financed through an OECF contribution of PKR 2 758 million, a contribution by the Government of PKR 568 million and beneficiary contributions (land, labour, cash) of PKR 785 million. When it was launched it was the 28th such project in the framework of the national OFWM programme (started in 1976-77 with USAID funding). The project had activities in all four provinces of Pakistan. Of the 60 field teams, 11 were based in NWFP and 3 of these had FATA as their work area. Each of the FATA field teams was stationed in one of the three agencies covered by the IFAD project. Budget allocation for activities in FATA was PKR 86 million (roughly USD 2.5 million), or about 2.5% of total project funds.

8. Activities in/for FATA were: remodelling/reconstruction of water courses; construction of storage tanks; precision land-levelling; establishment of demonstration centres; construction of a farmers training centre near Peshawar, which is central to the area (as part of the NWFP activities, one centre was established in D.I.Khan, which is near South Waziristan); training of OFWM staff and farmers; and an M&E programme.

9. **The World Bank-funded On-Farm Water Management Project IV** (60 months' duration, originally scheduled to start 1 July 1999, but delayed) is funded through a World Bank loan. It will have activities in all four provinces of Pakistan and total project costs are about USD 250 million. Of this, USD 2.7 million is destined for activities in FATA. The project aims to increase the command area under irrigation and enhance irrigated agricultural production. Its components are: (i) social



APPENDIX V

mobilization and support programme for the formation of farmer organizations/water users' associations and federations; (ii) improvement and new construction of irrigation infrastructure; land-levelling, establishment of demonstration centres and introduction of improved water management; and (iii) an M&E programme, supervision and technical assistance.

NGOs

10. There is no history of domestic or foreign-based NGOs operating in the project area, apart from one small urban NGO in Parachinar, the capital of Kurram. In consequence, there is no extant NGO capability in participatory techniques for the rural community to draw upon. The only such experience in the NWFP lies in the Sarhad Rural Support Corporation (SRSC) and the National Rural Support Corporation. While not parastatals, both are based on governmental initiatives and contract with the Government for operations financed by donor-funded projects. Neither have experience in FATA and do not have capacity that could be immediately redeployed in FATA agencies in the near future. Nevertheless, the SRSC will have a comparative advantage in staff training for any future FATA project, because it has hands-on experience in PRA and community mobilization in IFAD-funded activities in the Mansehra and Dir projects.

COSTS AND FINANCING

Expenditure Accounts by Component – Totals Including Contingencies (USD '000)

	Women and Community Development					Agricultural Development			Irrigation Development							Support To Line Dept.	Feeder Roads	Rural Fin. Serv.	Proj. Implem. Support		Total
	Skills Train.	Drink. Water Supply	Social Forest	Com. Dev. Unit	Com. Dev. Fund	Agric. Res.	Crop Dev.	Livest Dev.	New Schemes			Existing Schemes							Proj. Coord	Proj/ Agency Manag/	
									Springs/ streams	Lift Sch.	Dug- wells	Small Sch.	Medium Schemes	Dug- wells	Karez						
I. Investment Costs																					
A. Civil Works																					
1. Community Development Fund	-	-	-	-	481	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	481
2. Irrigation and Rural Roads	-	754	-	-	-	-	-	-	2 205	584	1 076	1 215	1 215	710	748	-	2 060	-	-	-	9 874
Subtotal Civil Works	-	754	-	-	481	-	-	-	2 205	584	1 076	1 215	1 215	710	748	-	2 060	-	-	-	10 355
B. Equipment	52	467	-	102	-	90	92	56	-	584	660	-	-	-	-	15	-	10	26	50	2 206
C. Vehicles	37	-	-	345	-	201	255	211	-	-	-	-	-	-	-	56	-	60	74	115	1 353
D. Materials	11	-	296	-	-	118	79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	504
E. Training and Demonstration																					
1. Demonstration	-	-	-	-	-	48	83	65	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197
2. Beneficiary Training	155	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	155
3. Staff training	-	53	-	84	-	62	186	186	-	-	-	-	-	-	-	-	33	7	-	-	612
4. Study tours	-	-	-	-	-	-	33	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	-	-	79
Subtotal Training and Demonstration	155	53	-	84	-	110	303	284	-	-	-	-	-	-	-	-	33	21	-	-	1 043
F. Studies and Consultants Services	25	8	-	-	-	35	-	-	102	45	29	32	32	33	24	-	27	-	72	6	489
G. Technical Assistance																					
International TA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	-	31
National TA	-	-	-	-	-	13	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	19	54	-	-	117
Subtotal Technical Assistance	-	-	-	-	-	13	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	19	85	-	-	148
H. National Contract Staff	36	-	-	857	-	81	248	216	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31	332	550	2 351
I. Credit																					
1. Community Credit Pool	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	481	-	-	481
2. Credit Line	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 154	-	-	1 154
Subtotal credit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 635	-	-	1 635
Total Investment Costs	316	1 283	296	1 388	481	649	977	798	2 307	1 214	1 765	1 248	1 248	742	772	71	2 087	1 787	610	721	20 082
II. Recurrent Costs																					
A. Incremental staff costs																					
Salaries	-	-	-	96	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	-	44	151	317
Allowances	2	-	-	18	-	8	7	5	-	-	-	-	-	-	-	34	-	-	4	6	82
Subtotal Incremental staff costs	2	-	-	113	-	8	7	5	-	-	-	-	-	-	-	34	26	-	48	156	399
B. Operation and Maintenance																					
O&M of vehicles	14	-	-	154	-	74	172	200	-	-	-	-	-	-	-	52	-	62	28	42	798
Office Operating Costs	-	-	-	234	-	-	-	184	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	45	117	580
Subtotal Operation and Maintenance	14	-	-	388	-	74	172	384	-	-	-	-	-	-	-	52	-	62	74	159	1 378
Total Recurrent Costs	16	-	-	501	-	82	179	389	-	-	-	-	-	-	-	85	26	62	122	316	1 777
TOTAL PROJECT COSTS	332	1 283	296	1 890	481	730	1 156	1 186	2 307	1 214	1 765	1 248	1 248	742	772	156	2 113	1 849	731	1 037	21 859
Taxes	22	84	30	189	-	101	130	136	110	175	120	61	61	35	116	29	103	31	39	69	1 604
Foreign Exchange	43	229	30	237	-	184	212	182	-	56	341	58	58	34	37	44	99	43	80	89	2 128



Disbursement Accounts by Financier
(USD '000)

	IFAD		Bank of Khyber		Government		Beneficiaries		Total		Foreign Exchange	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%	Amt.	%			
A. Civil works	7 297	70.5	-	-	626	6.0	2 432	23.5	10 355	47.4	473	9 256	626
B. Vehicle, equipment and materials	3 089	76.0	-	-	769	18.9	205	5.0	4 063	18.6	1 388	1 906	769
C. Training and demonstration	1 043	100.0	-	-	-	-	-	-	1 043	4.8	-	1 043	-
D. Credit													
1. Community credit pool	481	100.0	-	-	-	-	-	-	481	2.2	-	481	-
2. Credit line	981	85.0	173	15.0	-	-	-	-	1 154	5.3	-	1 154	-
Subtotal credit	1 462	89.4	173	10.6	-	-	-	-	1 635	7.5	-	1 635	-
E. Studies and consultant services	2 983	99.9	-	-	4	0.1	-	-	2 987	13.7	46	2 937	4
F. Recurrent costs													
1. Salary	-	-	-	-	291	100.0	-	-	291	1.3	-	291	-
2. Others	1 281	86.2	-	-	206	13.8	-	-	1 486	6.8	220	1 060	206
Subtotal recurrent costs	1 281	86.2	-	-	496	27.9	-	-	1 777	8.1	220	1 351	206
Total	17 154	78.5	173	0.8	1 895	8.7	2 637	12.1	21 859	100.0	2 128	18 127	1 604

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

Financial Analysis

1. To test the financial viability of the proposed project activities, four representative farm models have been developed: (i) Rainfed Upland Farm Model (2 ha); (ii) Rainfed Midland Farm Model (1 ha); (iii) Irrigated Midland Farm Model (0.4 ha); and (iv) Irrigated Lowland Farm Model (0.4 ha). Livestock production has been integrated into total farm income assuming an average holding of 1 head of cattle and 15 chickens for each type of farm model, except rainfed upland, where the number of cattle is 2 head. The table below summarizes the financial results of the models. It is clear that the financial aspect of the proposed project investments from the perspective of participating households is quite attractive. In fact, net farm incomes are expected to increase substantially, with the largest increases reported for the irrigated midland model (71%), followed by the upland rainfed models (45%), lowland irrigated model (39%).

Farm Model: Summary of Net Incremental Labour Returns

	Net Income (PKR/year)			Return to Labour (PKR/day)		Incr. Return to Labour PKR/day
	Without Project	With Project	% Change	Without Project	With Project	
Crop income						
Rainfed upland	25 556	41 726	63%	140	178	227
Rainfed midland	13 638	19 453	43%	152	205	447
Irrigated midland	15 610	32 910	110%	192	223	405
Irrigated lowland	11 017	16 899	53%	205	226	335
Livestock income						
Rainfed upland	26 558	34 478	30%	560	852	1 400
Rainfed midland	13 279	17 239	30%	280	426	1 400
Irrigated midland/ lowlands	13 279	17 239	30%	280	426	1 400

2. The average returns to labour are estimated to increase by 10-35% for the different farm models. Although the per cent increase appears modest in some cases, such as for the rainfed upland model, the incremental returns to incremental labour are considered to be satisfactory. The latter are estimated to be well above the prevailing nominal daily wage rate for unskilled agricultural labour in all farm models.

3. Analysis of the farm models' labour profile indicates increased labour requirements ranging from 15% in the rainfed upland model, to 35% for the irrigated farm model in the with-project situation. These requirements can be accommodated within the family labour available because (i) the amounts of labour involved are small in absolute terms (not exceeding 200 days in total for even the most extreme case); and (ii) there is a lack of alternative employment opportunities in the project area. Analysis has been undertaken to assess the incentive for target-group households to participate in the project. Four farm models have been developed to estimate the benefits to farm households from project investments under various conditions.

Economic Analysis

4. An economic analysis has been undertaken on the basis of the following assumptions: (i) import parity prices for wheat, maize, paddy and fertilizer have been used to derive economic farmgate prices for these commodities; (ii) an SCF of 0.9 has been used for the inputs and other outputs; (iii) opportunity



APPENDIX VII

cost of labour estimated at PKR 75 due to limited opportunities for work; (iv) incremental crop-production benefits have been derived from the aggregation of farm-model incremental benefits in economic terms multiplied by the incremental return per household and phased by the number of households expected to participate in the project for each type of farm model. A similar approach was used for the livestock benefit flow; (v) price contingencies, duties and taxes, and credit have been excluded; (vi) ongoing recurrent costs and replacement investment costs have been estimated for the period after project implementation. The former basically comprises line-department recurrent costs. O&M costs associated with irrigation channel improvement have been accounted for in the estimation of incremental net benefits from crop production. Replacement investment costs include provision for financing replacement of irrigation pumps and water-distribution lines for drinking-water supply schemes. An economic life of 15 years has been assumed for these items.

5. **Benefits.** The main quantifiable benefits arising from the project are: (i) increased crop production from improved irrigation and provision of agricultural support services; (ii) increased livestock production from improved health care, cross-breeding, better management and increased fodder production; Of these, the benefits from irrigation channel improvement and agricultural development are the most important.

6. Other economic benefits accruing from the project, but not quantified, include increased income generation through the expansion of existing or establishment of new on and off-farm income-generating activities and microenterprises, employment generation through technical skills training, agricultural research, rural road improvement and community-based activities to be financed through the Community Development Fund. These benefits were not quantified either because of the unavailability of reliable, relevant data or because the magnitude of the benefits were considered to be extremely difficult to estimate with a reasonable degree of confidence.

7. **Number of beneficiaries.** The estimated number of beneficiaries for each component/sub-component include: (i) **irrigation improvement.** The improvement of civil channels will provide and sustain irrigation facilities to 24 125 farm households in the lower and midland irrigated areas. The total area under irrigation is 9 650 ha and it includes existing schemes as well as new schemes. The average size of household holdings is taken as 0.4 ha. The average cropping intensity on these farms is projected to increase by 150-163%. Another 750 farm households are expected to benefit from investments in other irrigation facilities such as storage tanks, dugwells, and lift-irrigation schemes; (ii) **community development.** The community development sub-component will benefit 30 000 households in the project area. The project will support the establishment of 750 community organizations with average membership of 40 households; (iii) **crop development.** About 11 500 households are expected to benefit from project investments in increased production of crops in the upland and midland rainfed areas. A total of 8 000 ha of midland rainfed area and another 7 000 ha of upland rainfed area will be supported for increased production of crops. The average cropping intensity on these farms is projected to increase by 12%; (iv) **credit.** The project will channel credit through community credit pools and through BOK. Approximately 6 000 loans are estimated to be made to village COs and a further 3 000 loans for income-generating activities will be made through BOK during the six-year project implementation period. These loans will be used to finance investment and working capital requirements of farm households who wish to buy seed, fertilizer, etc., and expand or establish new on and off-farm income-generating activities. The total number of persons who will receive loans is calculated at 9 000. However, the actual number of persons benefiting from these loans is likely to be lower because of the possibility of repeat loans; and (v) the total number of direct beneficiaries of the project are estimated at 35 625 households. This number excludes those who will benefit through use of provincial roads financed by the project, which includes the entire population of the project area, and beneficiaries of the formal technical training and microenterprise development sub-components.



APPENDIX VII

8. **Economic rate of return.** The overall economic rate of return to the project is estimated at 24.8% for the base case. If cost increases by 10% or the benefit decreases by 10%, the rate of return is 22.8% or 22.6%, respectively. A two-year lag in benefit reduces the rate of return to 17.5%.